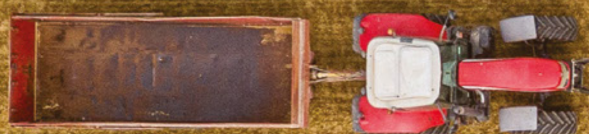
Politis

Politis
#1796
08-14
FÉV
2024
3,90 €
NUMÉRO ISSN 1290-5550

DÉFRICHER LES IDÉES / NOURRIR LES COMBATS



« COMMENT MANIFESTER AVEC NOS BOURREAUX ? »

L'IMPOSTURE FNSEA




ASSISTANTS PARLEMENTAIRES :
après bayrou, le pen sera-t-elle relaxée ?
DISONS QU'IL VOUS FAUDRAIT TIRER UN GROS BÉNÉFICE D'UN TOUT PETIT DOUTE !
RN
AUREL

sommaire

C'est un invraisemblable imbroglio que vit le Sénégal. Et il n'est probablement pas parvenu à son acmé, tant la décision prise la semaine dernière par le président sortant Macky Sall violente un pays tout entier, par la manipulation grossière de ses institutions mais aussi par la souillure de l'image dont le Sénégal s'honore avec constance depuis soixante ans, celle d'une démocratie stable et fiable.

En annonçant le report de l'élection du 25 février, qui devait lui désigner un successeur (un homme, selon toute probabilité), il ouvre une crise d'ampleur inconnue, et soigne définitivement sa sortie en endossant le costume d'un putschiste, après avoir glissé avec constance sur une pente autoritaire, voire dictatoriale, lors de son deuxième mandat.

En poste depuis 2012, il rêvait d'une troisième investiture, interdite par la Constitution, et n'a fini par y renoncer explicitement qu'en juillet dernier, tant le chaos et la violence semblaient inéluctables. Depuis, ce ne sont que manœuvres organisées pour saper toute opposition crédible à son camp, au mépris de l'indépendance des pouvoirs. Entre autres, Ousmane Sonko, le plus virulent de ses adversaires, a été condamné et incarcéré en juin dernier sous un prétexte juridique bien mince, puis rendu inéligible. S'étaient ensuivies des émeutes, soldées par la mort de neuf personnes, une violence très inhabituelle au Sénégal. Depuis, le Conseil constitutionnel a été mobilisé avec zèle, soutenu par la bienveillance présidentielle, pour barrer la route à toute candidature d'opposition sérieuse. Il faut dire que le successeur désigné par Sall, le peu charismatique et dévoué Premier ministre Amadou Ba, est à la peine dans les sondages. Au point que plusieurs poids lourds du propre camp présidentiel ont tiré leur révérence pour se présenter contre Ba. Dernière déstabilisation en date, la critique des très influentes autorités musulmanes, mettant en cause la moralité du président. Au prétexte de remettre le processus électoral sur de bons rails, le président s'est alors résolu à annuler le scrutin du 25 février. Les député·es de son camp en ont voté le report au 15 décembre prochain, dans une grande confusion puisque les forces de l'ordre ont évacué les élu·es d'opposition qui protestaient. Addenda : le président reste en poste jusqu'à l'investiture putative de son successeur.

Voilà donc ébauché le rêve d'un troisième mandat Macky Sall, au prix d'un « coup d'État constitutionnel », comme le dénoncent ses détracteurs, puisque la Constitution interdit ce cas de figure. Sall s'octroie le triste privilège d'avoir fait entrer le Sénégal dans le club fourni des pays de l'Afrique de l'Ouest dont les dirigeants ont actionné de tels stratagèmes pour se maintenir au pouvoir. La tension est au plus haut dans le pays, et si la rue ne s'est pas encore brutalement manifestée, les jeunes en particulier se sont montrés facilement éruptifs, ces derniers mois. L'armée observe tout cela. Et Paris bien sûr. Des éditorialistes n'ont pas manqué de relever une énième suffisance de la Macronie envers leur ex-colonie. En décembre dernier, Élisabeth Borne recevait tout sourire Amadou Ba, poulain de Macky Sall en campagne. Le mois précédent, le président français avait acté la nomination du président sénégalais, bien qu'encore en poste, comme « envoyé spécial pour le Pacte de Paris sur les peuples et la planète ». Si ce type d'adoubement n'est pas aussi grossier qu'à l'époque flamboyante de la Françafrique, c'est encore une démonstration des piètres talents d'Emmanuel Macron en matière de politique internationale. On attend sa réaction à la forfaiture de son « envoyé spécial pour le Pacte de Paris sur les peuples et la planète ». ●

parti pris

Patrick Piro

Sénégal, chute d'une démocratie

agora

Je suis surpris par la reprise par *Politis* (n° 1795) du chiffre avancé par le Crif sur la « multiplication par 4 » des actes antisémites. Que le poison antisémite n'ait pas disparu, c'est malheureusement trop vrai. Que ses manifestations se soient développées depuis le 7 octobre dernier, comment s'en étonner, quand un État largement suspect de violences génocidaires prétend parler et agir au nom des juifs du monde entier ? Il est juste de combattre l'antisémitisme – mais certainement pas en l'isolant des autres formes de racisme également en hausse. Reprendre le chiffre avancé par le Crif et le gouvernement, c'est accepter que soient considérés comme antisémites l'antisionisme et la critique radicale d'un siècle de colonialisme de peuplement.

André Rosevègue, Pessac (Gironde)

En exclu sur Politis.fr

Quand les délais d'une préfecture mènent à la mort d'un nourrisson

Fanta, 3 mois, est morte intoxiquée au monoxyde de carbone. Un drame survenu après les retards de la préfecture du Nord pour délivrer une carte de résidence à sa mère, réfugiée.

Enquête de Pauline Migevant

Crise agricole

Pourquoi les agriculteurs manifestent-ils ? Ils protestent contre la paperasse, les réglementations complexes, les normes, les prix trop faibles de leurs produits, l'arrivée de produits étrangers… On peut comprendre les difficultés économiques d'une partie d'entre eux, on peut admettre la lourdeur des tâches administratives. Peut-on accepter la méthode ? Blocage avec des tracteurs, c'est classique ; bien négocié avec les autorités et leurs représentants, c'est gênant. Pourquoi mettre le feu à la MSA, déverser fumier et pneus ou arroser de lisier ? Qui va payer le nettoyage, l'enlèvement et les dégradations éventuelles ? […] Il m'est impossible d'accepter ces méthodes, même si j'étais totalement d'accord avec les revendications. […] Vouloir, par sécurité, continuer à utiliser des pesticides, quand on sait que c'est néfaste pour l'environnement et la santé, et d'abord celle des agriculteurs, comment comprendre ? Continuer à développer les productions hors-sol, les élevages avec une concentration d'animaux, pour aboutir en Bretagne, par exemple, aux algues vertes ? Quand va-t-on changer de modèle ?
Abandonner l'agriculture industrielle semble impossible, pourtant elle n'est pas assez rémunératrice pour la majorité des agriculteurs. Comment les écologistes ont-ils pu être vus comme les ennemis des agriculteurs ?
Le consommateur cherche les prix bas. Mais se nourrir au plus bas prix, cela a un coût au niveau de l'environnement, de la qualité de l'eau et de la santé, donc des dépenses d'assurance-maladie. Comment faire pour avoir de meilleurs produits, même un peu plus chers ? C'est un choix difficile pour les petits budgets, mais une majorité de citoyens n'ont-ils pas les moyens de choisir de meilleurs produits ? Changer l'agriculture ne peut se faire qu'en changeant notre manière de nous nourrir.
Ne serait-il pas plus astucieux que les agriculteurs qui manifestent organisent de la vente directe sur le parking des grandes surfaces, plutôt que déverser des déchets ? Ne serait-ce pas plus productif pour l'estime réciproque ?

Roland Lévêque

le regard de
Denis Sieffert

Une inutile polémique

Un hommage national devait donc être rendu ce 7 février aux victimes françaises du Hamas. Parmi les 1 200 personnes qui ont perdu la vie dans l'attaque du mouvement islamiste, le 7 octobre dernier, aux abords de l'enclave palestinienne de Gaza, 42 étaient françaises ou franco-israéliennes. Comme le veut l'usage, le président de la République a invité à cette cérémonie des représentants de la nation, sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse. Mais cette indistinction a fortement déplu à cinq familles de victimes qui ont écrit à Emmanuel Macron pour lui demander d'exclure La France insoumise de cet événement, au prétexte qu'elles réprouvent les positions de ce mouvement. Qui sait si l'homme politique n'aurait pas été tenté d'accéder à cette demande bien peu républicaine ? Mais le président, lui, a su rester à hauteur de la fonction. Ajoutons qu'il a fait savoir qu'un *« moment mémoriel »* sera dédié ultérieurement aux victimes françaises des bombes israéliennes. Tout est bien, donc. Si le pire a été évité, cela n'empêche pas de revenir sur ce qu'on a presque honte d'appeler « la polémique ». Que reprochent les familles de victimes à LFI, sans considération d'ailleurs de la diversité qui s'est exprimée au sein du mouvement ?

Dans ce courrier écrit par le collectif No Silence, les familles accusent LFI de *« relativisme et de négationnisme ».* Le reproche porte, on l'a compris, sur les déclarations de Jean-Luc Mélenchon qui, au lendemain de l'attaque, avait refusé de qualifier de terroriste l'action du Hamas et, par conséquent, le Hamas lui-même. Nous avions regretté ici même que le leader de LFI nie une évidence. Pour tout un chacun, tuer 1 200 personnes en aveugle, et avec un supplément de barbarie, c'est évidemment du terrorisme. Sans préjuger de l'analyse du contexte, et des causes, le mot s'impose. Le nier est une faute, et c'est, de surcroît, se rendre inaudible. Mais, quatre mois plus tard, l'usage que les officiels israéliens ont fait de cette qualification, et par la suite la plupart des médias audiovisuels occidentaux, nous oblige à aller plus loin. À partir de ce concept, la propagande israélienne s'est livrée à toutes sortes d'amalgames qui ont transformé le conflit israélo-palestinien en « guerre au terrorisme », et le Hamas en filiale de Daech. Alors qu'il est, rappelons-le une fois encore, un mouvement palestinien, et que son action, aussi condamnable soit-elle, se situe dans le cadre historique et territorial d'un conflit de longue histoire. Et s'il a pris tant de place dans le paysage politique palestinien, aux dépens des Palestiniens eux-mêmes, c'est que les gouvernements israéliens lui ont donné tous les avantages. En connivence avec le Qatar, ils l'ont financé ; ils ont méthodiquement affaibli ses rivaux, l'OLP et l'Autorité palestinienne, qui avaient reconnu Israël ; ils ont ruiné l'espoir d'une solution politique en colonisant massivement la Cisjordanie et Jérusalem-Est ; ils ont fait tirer sur les mouvements pacifistes palestiniens. Autrement dit, les terroristes du Hamas sont le pur produit, direct ou indirect, de la politique de la droite israélienne depuis trente ans. Et que dire aujourd'hui des colons qui ont crié « victoire », le 28 janvier, dans un meeting à Jérusalem, sinon qu'ils ont osé danser sur les morts ?

Voilà ce que le qualificatif de « terroriste », ou à tout le moins l'usage qui en est fait, a fini par dissimuler, comme un mur à la fois réel et symbolique derrière lequel il n'est pas permis de regarder. Un mur dans la conscience israélienne. C'est en fait toute la réalité du conflit, le blocus de Gaza depuis dix-sept ans et l'extension des colonies qui sont gommés. Rappeler cela, comme évoquer aujourd'hui le sort des Gazaouis, l'épouvantable bilan de quatre mois de frappes, les dizaines de milliers de morts, les corps mutilés, la famine organisée, ce n'est en rien relativiser la souffrance des familles des victimes du 7 octobre, ni ignorer l'angoisse de ceux qui ont encore des proches entre les mains du Hamas. La réalité ne se divise pas. Elle ne peut être niée, ni relativisée. On parlera plutôt ici de déni que de négationnisme, avec le souci de ne pas instrumentaliser des mots par trop chargés d'affect. Macron a donc bien fait de tenir bon. Et les députés de LFI ont eu raison d'aller aux Invalides. Reste à souhaiter, puisque cette page est écrite à la veille de la cérémonie, que rien ne viendra atteindre la solennité du moment. ●

face à Jean-Philippe Vassal & Florian Vertriest

L'un habite à l'Alma-Gare, un quartier de Roubaix menacé de destruction. L'autre est architecte, prix Pritzker 2021 avec sa collègue Anne Lacaton (l'équivalent du prix Nobel), et milite pour interdire les démolitions. Florian Vertriest et Jean-Philippe Vassal ne parlent pas du même point de vue mais partagent un même horizon sur la question du logement.

HUGO BOURSIER PHOTOS **MAXIME SIRVINS**

Chacun à votre manière, vous militez contre les démolitions de bâtiments. Pourquoi ?

Florian Vertriest Chez nous, à l'Alma-Gare, à Roubaix, il y a plusieurs raisons. Déjà, parce que nos bâtiments ont une grande histoire : il y a une relation émotionnelle avec ce qui existe et il faut la préserver. Ensuite, parce que l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) ne nous a pas consultés. Enfin, malgré les problèmes du quartier, nos bâtiments sont d'excellente qualité. On savait que, si on était délogés, on n'allait pas retrouver d'aussi bons logements ailleurs. On s'est donc réunis, on a contacté des techniciens et les architectes qui avaient construit le quartier il y a cinquante ans : on voulait être en mesure de répondre aux arguments techniques de la mairie. Aujourd'hui, quand le gouvernement demande que soient construits des écoquartiers, on voit qu'on répond à tous les critères : on a des logements traversants, avec des cœurs d'îlot verdoyants et des sous-sols qui permettent de ne pas avoir de voitures en surface.

Jean-Philippe Vassal Cela fait presque vingt ans qu'on ne comprend pas la politique de renouvellement urbain, qui part du principe qu'il faudrait toujours démolir. Que l'État investisse dans la rénovation, c'est très bien, mais arriver à un tel gaspillage économique, social et environnemental, c'est lamentable. L'Anru porte une vision qui consiste à rester très loin des habitants. En France, notre système de logement social a été largement fragilisé. Ce qu'on appelait l'habitation bon marché *[ancêtre des HLM, NDLR]*, soit des logements de qualité et abordables, nous était envié par toute l'Europe. Et puis l'Anru a financé les démolitions et c'est le bailleur social qui a reconstruit l'offre, avec une qualité largement inférieure. Dans les années 2010, l'Anru a déboursé 30 milliards d'euros, dont la moitié ont servi à démolir 150 000 logements. Combien de reconstruits ? 130 000. On a perdu 20 000 logements alors qu'il en manque partout. À chaque fois qu'on démolit, on rejette cinq à huit fois plus de CO_2 que si on réhabilitait.

« Quand on démolit des logements, la vie disparaît »

À Montreuil, le 22 janvier.

/ Qu'est-ce qui pousse à démolir ?

Jean-Philippe Vassal Il y a une quinzaine d'années, nous avions remis un rapport au ministère de la Culture dans lequel nous expliquions que la notion de patrimoine ne devait pas concerner seulement les beaux exemples architecturaux, comme l'Alma-Gare, la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry, etc. Tout ce qui est existant peut être considéré comme du patrimoine. En dépit de conditions parfois difficiles, les habitants déploient une énergie avec laquelle il faut travailler. Quand on démolit, on évacue tout ça : on fait disparaître la vie des gens, celle de leurs voisins, etc. Alors que l'on peut ajouter des balcons, des jardins, améliorer délicatement la vie des habitants et du quartier. S'il y a une difficulté sociale, traitons-la efficacement. Mais raser sauvagement ne fait que transposer le problème ailleurs. Pour la démolition de la cité des 4 000 à La Courneuve, en 2004, on avait rencontré des jeunes de 16 ans qui avaient été contraints de changer quatre fois d'immeuble.

Florian Vertriest Quand on a commencé à être capables de répondre avec des arguments techniques aux professionnels, tout le monde autour de la table a bien compris : on démolit pour des raisons sécuritaires. Sous prétexte de créer de la mixité sociale, le projet consiste simplement à remplacer les gens qui sont là. Pour nous, ce qui est vraiment violent, c'est quand on dit que les habitants du quartier se foutent de la politique, mais que, quand ils s'emparent de l'avenir de leur quartier, on leur répond : « Ah mais tu fais de la politique, tu es un militant. » Nous savons que notre projet va dans le bon sens. À Bruxelles, les autorités n'ont pas démoli : elles ont mieux isolé et ont installé des pompes à chaleur et des panneaux solaires.
Aujourd'hui, il manque 60 000 logements sociaux dans la métropole lilloise, mais rien n'y fait : on ne nous écoute pas. C'est ce que j'ai dit au maire : vous avez un projet à 133 millions d'euros qui repose sur de la spéculation. Pourquoi ? Il veut démolir pour créer des réserves foncières, en espérant que cela change l'image du quartier, que des investisseurs arrivent, que cela crée de la mixité sociale. C'est aberrant. À l'Alma-Gare, qui a tué la mixité sociale ? C'est la misère sociale. C'est une politique, pas les murs. Nous, nous avons des propositions. Mais les autorités ne connaissent rien à la vie des habitants.

Jean-Philippe Vassal Oui, c'est comme s'il s'agissait de trouver une somme d'argent pour s'empresser de la dépenser avec cette seule solution simpliste : il y a des problèmes sociaux, on ne sait pas les gérer, faisons table rase. Mais, du coup, on dépense trois fois plus d'argent et c'est plus douloureux pour tout le monde. Il faut retrouver de la proximité. À Bordeaux, il y a un quartier de huit tours modernes de vingt étages. Elles sont plutôt en bon état, mais il faut les entretenir. C'est juste à côté de la fac et plein d'étudiants demandent à se loger. Mais la mairie décide d'en démolir la moitié. Pourquoi ? Pour faire un « couloir vert » à l'exacte localisation de ces quatre tours ! C'est aberrant. Il y a cinq cents personnes qui sont touchées. Comme si on ne pouvait pas verdir autrement. Heureusement, les habitants sont mobilisés. Il faut soutenir ces luttes.

1996
Le cabinet Lacaton et Vassal est nominé pour l'Équerre d'argent pour son université des arts et des sciences humaines à Grenoble.

2005
Cité manifeste à Mulhouse, labellisée architecture contemporaine remarquable en juillet 2015.

2009
Transformation de la tour Bois-le-Prêtre à Paris, Équerre d'argent en 2011.

2013
Transformation et création de la Frac Nord-Pas-de-Calais, à Dunkerque.

2021
Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal sont lauréats du prix Pritzker.

/ Il y a le regard problématique des politiques sur le bâti populaire. Mais les architectes ne doivent-ils pas eux aussi se remettre en question ?

Jean-Philippe Vassal Quand la machine de l'Anru est lancée, l'architecte arrive en bout de chaîne. Il faudrait le faire intervenir beaucoup plus en amont. Nous, nous disons qu'il faut interdire les démolitions : qu'il n'y en ait plus du tout, nulle part. C'est la seule façon d'imposer la réhabilitation. Le premier projet que nous avons réalisé, c'était la tour Bois-Le-Prêtre, à Paris, qui a connu plein de problèmes. On s'aperçoit en effet que les immeubles transformés dans les années 1980, prétendument pour des motifs énergétiques, sont ceux qui ont le plus mal vieilli. Cette tour devait être démolie, mais une proposition alternative s'est exprimée. On a décidé d'ajouter des balcons et des jardins d'hiver, tout cela en site occupé. Résultat : on a dépensé deux fois moins d'argent que si on avait cassé.

Florian Vertriest Les architectes nous ont plutôt soutenus : ils étaient d'accord avec nous pour empêcher la démolition. C'est la mairie qui est à côté de la plaque. Elle vantait les futures petites maisons qui allaient être construites. Or on sait depuis des années qu'il faut en finir avec l'étalement urbain !

Jean-Philippe Vassal Même d'un point de vue de l'isolation thermique, avoir des voisins tout autour de son logement permet d'être mieux isolé. Les bâtis pavillonnaires sont très souvent des passoires thermiques.

/ Quatre millions de personnes mal logées, deux millions en fragilité. Comment répond-on à cette crise ?

Jean-Philippe Vassal L'argent mobilisé dans chaque démolition aurait pu permettre de réaliser trois transformations de qualité. Donc, si on estime que l'Anru a démoli 150 000 logements, on aurait pu en avoir 450 000 en les réhabilitant. C'est une perte énorme. Il faut arrêter ce mouvement : ne pas démolir mais ajouter. C'est ce qu'on a fait à Saint-Nazaire : on a étendu des logements et on en a greffé quarante supplémentaires juste à côté. À Ivry-sur-Seine, les logements construits par Renée Gailhoustet possèdent tous des terrasses verdoyantes. Mais le bailleur ne voit que des problèmes d'infiltration. Il veut tout minéraliser ! Des habitants ont créé une association des jardins. Ils montrent aux autres comment les entretenir. Heureusement que des gens se battent. Dans l'architecture, la précision doit être synonyme de gentillesse, d'écoute et d'économie de moyens.

Florian Vertriest Chez nous, pour 480 démolitions, il n'y a que 80 reconstructions. Et les nouveaux bâtiments ne vont pas profiter aux habitants actuels. La crise du logement est aussi due à cette politique de remplacement des habitants des quartiers populaires. Il y a cinquante ans, à l'Alma-Gare, les architectes et les habitants ont voulu créer des logements confortables pour les ouvriers : aujourd'hui, des familles vivent dans des duplex de 250 mètres carrés, avec six chambres et deux salles de bains. Est-ce qu'ils vont retrouver une telle qualité une fois délogés ? Bien sûr que non ! Il y a dix ans,



Défis majeurs

La crise du logement est inédite dans son ampleur, mais le gouvernement continue de l'aggraver. Le discours de politique générale de Gabriel Attal a jeté un froid parmi les acteurs du logement social, qui voient dans son propos sur le logement intermédiaire une nouvelle attaque contre les populations les plus précaires. Manque de logements, habitations mal préparées face au dérèglement climatique, bureaux vides : les défis sont pourtant majeurs.

« Raser les immeubles pour tout reconstruire, c'est un truc du baron Haussmann »

Jean-Philippe Vassal

un bâtiment neuf a été construit pour de la réinsertion professionnelle. Il est vide. Inutilisé. Il va être démoli. Il a coûté 13 millions d'euros. C'est insensé.

/ À Roubaix, la mairie a fait le choix de réprimer les mouvements de résistance. Le gouvernement a placé le ministère de la Ville sous l'égide de l'Intérieur. Le sécuritaire s'est-il imposé au centre de la politique de l'habitat ?

Jean-Philippe Vassal Oui. Pourtant, il faut retrouver de la générosité dans l'habitat. Quand on est bien chez soi, on se comporte mieux. Nous devons prendre conscience que l'habitat, ce sont les gens qui y habitent. Ce n'est pas le béton, les menuiseries ou les vitres. Ce sont les gens. Et il faut qu'ils aient de la liberté pour appréhender leurs espaces. On voit souvent des pelouses sinistres où un peuplier surplombe un banc sur lequel personne ne s'assoit. Si quelqu'un veut en faire un petit potager, pourquoi l'en empêcher ? L'habitat ne doit pas être un chapitre de l'histoire policière.

/ Est-ce un manque d'imagination politique ?

Florian Vertriest Ce n'est pas un manque d'imagination, c'est une vraie idéologie. Oui, le sécuritaire a devancé la culture. Si l'Alma-Gare était dans le quartier le plus riche de Roubaix, jamais on n'aurait osé démolir. La vision sécuritaire des autorités conditionne le comportement des gens qui habitent ces quartiers. Comment avoir une bonne estime de soi quand on est sans cesse pointé du doigt ? Si on déplace le curseur sur l'éducation, l'art et la culture, les gens peuvent enfin croire en eux.

Jean-Philippe Vassal Et puis cette question sécuritaire n'est jamais abordée comme telle. Vous ne trouverez aucun plan de démolition qui explique que c'est pour résoudre un problème de délinquance. On va parler de l'amiante, de la coulée verte, etc. Mais s'il y a une problématique sociale, traitons-la ! Ce n'est pas le béton le responsable, mais la misère sociale. Il y a un vrai renversement à imaginer. Au Grand Parc à Bordeaux, on a fait des photographies de toutes les habitations. 530 petits musées. C'est magnifique ! Il faut regarder comment les gens vivent.

/ Roubaix, Châtenay-Malabry, Grenoble, Marseille… les luttes se multiplient. Assiste-t-on à un vaste mouvement de résistance ?

Jean-Philippe Vassal Je crois beaucoup en ces luttes. Il y a quelque chose de très précieux à créer un réseau entre tous ces mouvements locaux. Ce mouvement en France, on le retrouve ailleurs en Europe, comme en Allemagne et à Bruxelles, auprès de la Commission européenne, avec l'initiative House Europe qui veut interdire les démolitions.

Florian Vertriest Chez nous, l'architecture a contribué à créer cette solidarité. Que vont créer les grilles, les frontières, les logements bien séparés ? Du chacun chez soi. Ce n'est pas notre vision de la cité solidaire. Nous, nous opposons à ce mépris.

Jean-Philippe Vassal C'est ce qui est terrible : détruire cette énergie. La ville se nourrit de l'histoire, des souvenirs, de l'aura des mouvements des habitants. Faire place nette, c'est nier le passé. Certes, il ne faut pas rester dans la nostalgie. On peut transformer, ajouter. Mais raser, c'est un truc du baron Haussmann. Une autre époque. La résistance des habitants est salutaire. Je suis sûr qu'elle trouvera un écho en architecture. Mais c'est trop lent. Ça me sidère. Je ne veux surtout pas que dans trente ans on puisse se dire : « Mais il aurait fallu construire autrement ! Maintenant, c'est trop tard. » ●

nuisances et indécences


JAVIER TORRES / AFP

Vague de feu

Ce 3 février, la vue aérienne de la commune d'El Olivar illustre les ravages des incendies géants qui ont balayé le centre du Chili. Au moins 122 personnes ont péri, 26 000 hectares été réduits en cendres alors que la région était touchée par une vague de chaleur exceptionnelle et des vents violents qui ont attisé les flammes – dont l'origine criminelle n'est pas écartée. L'état d'urgence et des couvre-feu locaux ont été décrétés afin d'assurer les évacuations et l'intervention des secours, le président Gabriel Boric évoquant *« la plus grande tragédie que nous ayons connue depuis le tremblement de terre de 2010 »*.

CONGÉ DE NAISSANCE

Une escroquerie macronienne

Avez-vous entendu parler du congé de naissance ? Sorti du chapeau d'Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse, le 16 janvier, il s'agit d'un « nouveau congé » destiné à relancer la natalité, qui serait mis en place courant 2025. À l'instar d'autres gradés de la Macronie, Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, l'a aussitôt présenté comme *« un projet majeur »*. Qu'en est-il ? Ce *« congé de naissance*, a déclaré le président, *viendra remplacer le congé parental actuel »*. Ce dernier, d'une durée maximum de 2 ans, peut être pris jusqu'aux 3 ans de l'enfant avec une aide financière de 429 euros. Il *« sera mieux rémunéré et permettra aux deux parents d'être auprès de leur enfant pendant six mois s'ils le souhaitent »*. Mais ces six mois incluront le congé maternité (6 semaines de congé prénatal et 10 de congé postnatal, 8 et 18 semaines à partir du troisième enfant) et le congé paternité (28 jours), a précisé ensuite Aurore Bergé. Le congé de naissance n'allongerait donc au mieux que de deux mois le congé maternité des femmes, les privant de la possibilité d'opter pour le congé parental. Le nouveau congé qui laisserait aux parents *« plus de liberté, plus de choix »* (dixit Mme Bergé) s'avère un recul des droits. Par sa durée, le congé parental *« éloigne beaucoup de femmes du marché du travail »*, a déclaré Emmanuel Macron, il s'agit donc aussi de les remettre plus vite au boulot. Ultime arnaque, la rémunération du congé de naissance plafonnée à 1 800 euros, selon l'Élysée, serait bien inférieure à l'indemnisation actuelle du congé maternité.

RIP LE RESPECT DE LA DÉONTOLOGIE

Les sociétés des journalistes (SDJ) de *Paris Match* et du *Journal du dimanche* se sont *« sabordées »* le 30 janvier, laissant ces titres du groupe Bolloré *« sans contre-pouvoir en interne »*, apprend-on d'un de leurs anciens membres.

900

C'est le nombre de postes que la Société générale veut supprimer en réorganisant son siège. En septembre, son directeur général disait viser une réduction de coûts de 1,7 milliard d'ici à 2026, dont 40 % d'économies nouvelles.

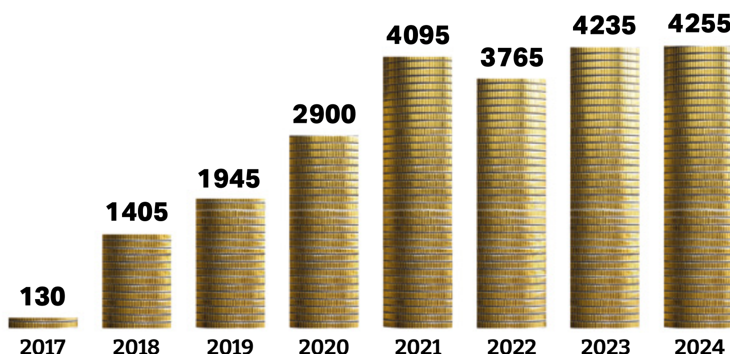
PÊCHE

Un gigantisme aberrant

La Compagnie des pêches de Saint-Malo vient de dépenser 15 millions d'euros pour exploiter le plus gros chalutier du monde, apprend-on à l'écoute d'une chronique de Camille Grenier sur France Inter (30 janvier). L'*Annelies Ilena* – c'est son nom –, surnommé « navire de l'enfer » quand il opérait en Mauritanie, peut pêcher 4 tonnes de poisson par jour et en stocker 7 000 tonnes dans ses cales, en l'occurrence du merlan bleu. Pour faire du… surimi qu'aucune quête de souveraineté alimentaire ne justifie. Le poisson pêché est ensuite broyé dans ce navire-usine *« avec différentes choses dont du sucre et du sel pour en faire une pâte de poisson qui est ensuite conditionnée et congelée »*, explique l'association Bloom. Ses 145 m l'empêchant d'entrer dans le port de Saint-Malo, ce géant des mers pourrait débarquer sa pâte de poisson aux Pays-Bas (où réside la société Parlevliet & Van der Plas, actionnaire de la Compagnie des pêches et copropriétaire du bateau), afin de la transformer là-bas ou de la transporter en camion (!) jusque dans l'usine en Bretagne, puisqu'il faut y ajouter de la couleur et du goût pour faire croire à du crabe.

LOGEMENT : RESTRICTIONS À TOUS LES ÉTAGES

Mesures d'économies réalisées par le gouvernement Macron sur les aides personnelles au logement, en millions d'euros.



Source : rapport 2024 de la Fondation Abbé-Pierre et de l' Union sociale de l'habitat.

Quand consommer moins se paie au prix fort

Après l'électricité, le gaz. Au 1er juillet, sa facture va de nouveau augmenter de 5,5 % à 10,4 %, annonce la Commission de régulation de l'énergie. *« C'est essentiellement lié au fait que la consommation baisse »*, explique Emmanuelle Wargon, sa présidente. Car, poursuit-elle, *« si on répartit les dépenses d'utilisation du réseau sur moins de consommation, forcément consommateur par consommateur, ça fait un tout petit peu plus »*. Consommer moins pour payer plus, c'est ballot !

Pressions et intimidations pro-israéliennes

Quand la juriste franco-palestinienne Rima Hassan, qui a fondé l'Observatoire des camps de réfugiés, a été récompensée par *Forbes* parmi quarante femmes françaises distinguées pour leur engagement, leur parcours et leur carrière, l'animateur et producteur Arthur, le président du Crif, Me Patrick Klugman et quelques autres soutiens inconditionnels de l'État d'Israël ont vu rouge. Leur virulent harcèlement sur les réseaux sociaux a conduit *Forbes* à annuler la cérémonie prévue, privant les lauréates de cette mise en lumière.

De bonne humeur

SÉBASTIEN FONTENELLE

L'extravagante Mme Thevenot

L'autre jour – c'était le 2 février –, Prisca Thevenot, la porte-parole du gouvernement Attal dont chaque prise de parole ouvre une nouvelle perspective sur le néant – et qui est par conséquent parfaite pour ce poste –, a très tranquillement déclaré que, si ce gouvernement avait décidé de mettre *«en pause»* le plan Écophyto, c'était pour *«sortir de l'écologie punitive»*, à la fin d'entrer plutôt *«dans une écologie des solutions»*, pleinement inscrite dans *«le concret des réalités»*. (L'avantage, constant, des proférations de Prisca Thevenot est qu'on peut toujours y changer l'ordre des mots, sans que jamais le vide sidéral des messages qu'elle délivre au monde – et au *Monde*, qui répercute fidèlement ses divagations – en soit véritablement affecté : ici, par exemple, on remarquera qu'elle aurait tout aussi bien pu invoquer, pour le même résultat, une écologie des réalités concrètes, soucieuse de proposer des solutions.)

Pour bien mesurer l'inanité du propos, il faut, évidemment, rappeler d'abord que ledit plan Écophyto avait pour objectif de réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici à l'an 2030 – *chi va piano va sano* –, car ces produits sont, pour beaucoup, cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (1), de sorte que leur ingestion peut exposer à quelques désagréments.

Pour le dire autrement, ce plan visait à nous éviter trop d'empoisonnement(s), et c'est ce souci sanitaire que Prisca Thevenot, dans la première partie de sa rigoureuse démonstration, et du haut de sa haute sagesse, a donc présenté comme une mesure *«punitive»*.

Mais la suite est mieux encore, puisque cette penseuse raffinée a ensuite expliqué sans rire que les agriculteurs qui venaient d'exiger qu'on les laisse continuer à abuser de ces poisons étaient, je cite, *«les premiers à vouloir en finir avec ces produits, parce qu'ils en sont les premières victimes»*.

Même dans nos supputations les plus folles, et même sous l'aune de l'extravagance coutumière des représentants du pouvoir macroniste, nous n'aurions jamais imaginé que ces derniers puissent aller si loin – et si profondément – dans le foutage de gueule désinhibé, mais les faits sont là : par cette déclaration, Prisca Thevenot nous a bel et bien remontré que, si le gouvernement venait de céder à la revendication des agriculteurs productivistes qui exigeaient de pouvoir continuer à abuser des pesticides, c'était en somme pour mieux les protéger contre les risques auxquels les (et nous) exposent très directement ces produits.

Et c'est un peu acrobatique mais, *en même temps*, nous devrions sans doute faire crédit à Mme Thevenot, pour involontaire qu'elle soit, de son inédite sincérité – car il est somme toute assez rare qu'une éminence gouvernementale exprime aussi nettement qu'elle nous prend pour des c… imbéciles, et qu'à chaque fois que ce pouvoir prétend nous protéger, il nous tue un peu plus. ●

(1) Même si on ne sait pas exactement ce que ça veut dire, on devine que c'est surflippant.

L'événement

Derrière la FNSEA, LE LOBBY DES AGRIMANAGERS



ARNAUD FINISTRE / AFP

Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, lors du blocage de l'autoroute A6, le 25 janvier à Nitry (89). À droite, Arnaud Gaillot, président des Jeunes agriculteurs.

Les garanties obtenues par Arnaud Rousseau, patron du premier syndicat agricole, vont profiter aux plus gros exploitants, creusant encore davantage le fossé avec les paysans les plus précaires. Des privilèges qui pourraient coûter cher à la fédération. **HUGO BOURSIER**

Une petite musique s'est installée depuis les annonces de Gabriel Attal et d'Emmanuel Macron, le jeudi 1er février : la crise agricole serait bel et bien derrière nous. Paysans : rentrez chez vous ! Votre plus fidèle représentant à la FNSEA, Arnaud Rousseau, a remporté son bras de fer contre le gouvernement. Qu'a-t-il obtenu ? Des allégements de charges et de normes, dont une suspension du plan Écophyto, censé réduire l'usage des produits phytosanitaires. Tant pis pour la santé des ouvriers qui les dispersent ou la qualité des sols qui en sont aspergés. *« Si ces mesures semblent profiter à tout le monde, les plus grosses unités de production en bénéficient plus que les petites ; les premières continuent alors de "dévorer" les secondes »*, regrette, dans *Le Monde*, un collectif qui réunit des associations telles que Greenpeace, Oxfam, les Amis de la Terre et la Confédération paysanne.

Des retombées qui ne vont pas déplaire à la FNSEA, tant le syndicat majoritaire dans ce secteur concentre les intérêts des plus gros exploitants. Mais de cette victoire sur le dos des paysans plus modestes, la FNSEA ne se vante surtout pas. Bien au contraire, il faut donner l'impression d'être l'étendard de tous les agriculteurs. Le porte-voix de toutes les colères, qu'elles proviennent d'éleveurs précaires comme de céréaliers millionnaires. Depuis des semaines, la « fédé » bataille pour être l'unique interlocuteur des médias. Le tout pour marteler la même complainte de normes jugées trop contraignantes. Un enjeu de pouvoir face aux politiques. Et un rapport de force contre les autres syndicats, à un an des élections professionnelles. Si la FNSEA remporte chaque scrutin depuis trente ans, la Coordination rurale,

protectionniste, historiquement critique contre Bruxelles et proche de l'extrême droite, ne cesse de grandir depuis sa création en 1991.

« Tout l'intérêt de la FNSEA, c'est de faire croire qu'elle est monolithique et incontestée, à l'extérieur, dans ses rangs comme parmi les agriculteurs qui n'y sont pas syndiqués », observe Yann Vétois, coporte-parole de la Confédération paysanne dans l'Aude. Cette guerre du récit agricole est menée par son général attitré, Arnaud Rousseau, riche exploitant d'un empire de 700 hectares et président du groupe Avril, l'un des plus grands groupes agroalimentaires de l'Hexagone avec un chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros et un bénéfice net de 138 millions d'euros. Mais elle se joue aussi dans les départements. Dans certaines fédérations, les membres des conseils d'administration ont depuis longtemps déchaussé les bottes au profit des mocassins vernis. Ainsi en va-t-il des Pyrénées-Orientales. Le président de la fédération, Bruno Vila, n'a eu de cesse d'affirmer que *« l'agriculture* [allait] *mal »* au péage de Perpignan-Sud, fin janvier. Pour lui aussi ?

D'après nos informations, Bruno Vila est à la tête de près de cinquante sociétés. Un royaume où l'on trouve des exploitations agricoles, des entreprises qui vendent différentes productions, mais aussi des sociétés dont les statuts servent à maximiser son patrimoine foncier, comme les groupements fonciers agricoles. Des sociétés civiles qui jouissent d'un traitement fiscal favorable. Bruno Vila dirige même un domaine thermal, à Ussat (Ariège), dont le chiffre d'affaires en 2022 s'élevait à plus de 1,5 million d'euros. *« C'est sûr, ça fait bien longtemps que je ne suis pas monté sur un tracteur »,* plaisantait-il dans un portrait réalisé par le média *L'Indépendant*. Une confidence qui date d'avril 2022. On est bien loin des grandes tirades sur les maux des paysans de cet hiver.

/ Double jeu

Un décalage qui a pu crisper sur certains blocages. *« Je n'aimerais pas être responsable de fédé en ce moment. Ils doivent être bien emmerdés de jouer sur les deux tableaux »,* observe Julien Hamon, porte-parole de la Confédération paysanne dans le Morbihan. De fait, quand les premiers blocages se sont organisés en Haute-Garonne, il y a quelques semaines, les drapeaux FNSEA n'étaient pas tous brandis. *« La fédé était à la bourre au départ. Ce n'est pas eux qui ont ouvert la voie »,* raconte un témoin. Yann Vétois confirme : parmi les premiers rassemblements de tracteurs, plusieurs souhaitent rester indépendants. Alors la FNSEA a dû s'adapter. Quitte à jouer un double jeu.

Un éleveur raconte que des adhérents d'une fédération locale et des Jeunes Agriculteurs ont organisé des blocages asyndicaux pour s'assurer un plus grand nombre de manifestants. Auprès des préfets, ils auraient plaidé la cause du syndicat. *« Il y a eu de la récupération. Tout le monde sait que la FNSEA a un relais direct auprès du préfet, qui lui-même va faire remonter à Paris »,* pointe Victor, de la Confédération paysanne des Pyrénées-Orientales.

Ce tiraillement entre une base qui milite surtout pour une meilleure rémunération et les revendications des gros exploitants se fait aussi ressentir en Bretagne. *« C'est un sujet qui risque de disloquer une partie des troupes d'adhérents »,* pointe Didier, agriculteur depuis 1999. Cet exploitant a claqué la porte de la fédération du Morbihan au milieu des années 2010. *« Il faut regarder les conseils d'administration : il n'y a que des grosses structures. Ils rachètent des terres et brassent beaucoup d'argent »,* peste celui qui peine à dépasser les 900 euros par mois. Il pense aux jeunes qui tentent de s'installer. *« Cette bataille des prix revient à leur donner la corde pour se pendre tout de suite »,* soupire-t-il.

Cette guerre du foncier oppose des paysans à de véritables agrimanagers aux pratiques redoutables. Dans le but de contourner la législation sur les exploitations à taille humaine, ces derniers mettent en place un montage sociétaire complexe où il s'agit d'entrer dans le capital de plusieurs fermes et d'y racheter, peu à peu, l'ensemble des parts sociales. L'administration ne voit rien, les aides de la PAC coulent à flots et l'empire grossit. Une technique d'agrandissement dénoncée par la Confédération paysanne. La loi Sempastous, votée fin 2020, devait lutter contre l'emprise de ces holdings. Mais le lobby de la FNSEA est passé par là. Le texte a été vidé de son contenu.

En moyenne, une « fédé » a un budget d'un million d'euros, avec sept ou huit salariés.

Une force de frappe qui témoigne de la toute-puissance de la FNSEA dans les territoires. *« Les membres des fédérations sont présents dans tous les conseils d'administration et les structures politiques ne reconnaissent qu'eux : les autres syndicats sont vus comme des moucherons »,* analyse Mathieu Maury, éleveur, élu à la chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales. Un maillage serré qui est aussi permis par le fonctionnement interne de la FNSEA, où chaque membre peut bénéficier d'un accès privilégié à des services souvent nécessaires. Adhérer, c'est profiter de machines, d'un réseau et de nouvelles terres dès qu'elles sont disponibles.

Ce lien de dépendance permet de grossir les rangs, forts de 212 000 adhérents, et de s'assurer de juteuses cotisations. Mais ce n'est pas la seule source de revenus pour la fédération, qui peut aussi compter sur les associations spécialisées. *« Elles sont représentées par des syndicats professionnels spécialisés par produit et rassemblées dans la FNSEA. En interne, elles ont énormément de pouvoir »,* analyse Alexandre Hobeika, chercheur en science politique et spécialiste du monde agricole. Elles ont également un impact considérable sur les finances du syndicat : *« Ces associations touchent une part dans chacune de leurs spécialités : sur une tonne de blé vendue, une commission part dans leurs caisses »,* poursuit le chercheur. Et donc, in fine, dans celles de la FNSEA.

Les différences d'échelle avec la Coordination rurale ou la Confédération paysanne sont impressionnantes. *« En moyenne, une fédération départementale de la FNSEA a un budget d'un million d'euros, avec sept ou huit salariés à temps plein. À titre de comparaison, le budget de la Coordination rurale ou de la Confédération paysanne s'élève à une ou deux dizaines de milliers d'euros, ce qui ne permet d'avoir qu'un salarié à mi-temps »,* analyse Alexandre Hobeika. Mais cette puissance peut-elle se retourner contre la FNSEA elle-même, d'ici à 2025 ? À force de ne donner qu'aux plus riches, la formation d'Arnaud Rousseau risque de rassembler contre elle tous les précaires. Et ils sont nombreux. ●

CE QUE PÈSE VRAIMENT LA FNSEA

54,7 %

Résultat lors des élections professionnelles (2019) avec une abstention de

53,6 %

soit

1/4

des agriculteurs



DAVID TATIN / BIOSPHOTO / AFP

Les gardiens de troupeaux sont souvent logés dans des cabanes sans eau potable ni isolation.

Ils et elles sont l'armée invisible de l'agriculture française. Alors qu'ils interviennent dans plus d'un tiers du volume de travail, les ouvriers agricoles ont été les grands absents du débat public. La faute, notamment, à la FNSEA, qui participe à leur maintien dans la précarité. **PIERRE JEQUIER-ZALC**

Des exploitants et surtout des exploités

C*omment voulez-vous qu'on appelle à manifester avec nos bourreaux ?»* En une phrase, cet ouvrier agricole et militant de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière (Fnaf) CGT résume crûment le dilemme qui s'est posé à de nombreux salariés agricoles ces dernières semaines. Une forte mobilisation dont ils partagent de nombreuses revendications – notamment celle d'un meilleur revenu – mais un mouvement social mené par des organisations patronales qui font beaucoup pour que leur réalité ne s'améliore pas, FNSEA en tête.

Pourtant, depuis plusieurs années, les salariés agricoles sont devenus une main-d'œuvre indispensable pour faire tourner l'agriculture française. Ainsi, entre 2010 et 2020, les salariés permanents non familiaux dans l'agriculture ont augmenté de 10 %, tandis que le nombre d'exploitants ou coexploitants a diminué, sur la même période, de 17,8 %.

À eux seuls, ils réalisent donc plus du tiers du volume de travail agricole français. Sans pour autant que leur réalité apparaisse dans le débat public. *« Les ouvriers agricoles sont toujours les oubliés des débats »*, remarque Germain Bonnel. Pour ce sociologue à l'université de Lille et auteur d'une thèse sur les travailleurs agricoles de l'agriculture biologique, cela s'explique notamment par la grande diversité de ce salariat. *« C'est une catégorie très difficile à saisir, avec beaucoup de saisonniers, et des réalités très différentes d'un secteur à un autre. Il est compliqué de comparer les conditions d'emploi dans une grande exploitation céréalière à celles dans le maraîchage bio. »*

Cette diversité s'est longtemps traduite par une grande multiplicité de conventions collectives. *« En 2010, par exemple, 237 conventions collectives existaient uniquement sur la production agricole »*, écrit ainsi le chercheur dans un de ses articles. Cependant, depuis 2021, une convention collective unique a été négociée par les organisations salariales représentatives du secteur avec la FNSEA. Une manière, aussi, d'unifier des conditions de travail jusque-là très variables selon les maigres acquis sociaux grattés ici et là. Car c'est aussi une caractéristique de cette population qui, quels que soient le travail effectué et la localisation, reste vraie pour tous les ouvriers agricoles : des conditions de travail pénibles et dégradées.

/ Logements indignes, horaires fous…

C'est par exemple le cas des gardiens de troupeaux dans les alpages. Ces saisonniers récupèrent les troupeaux d'éleveurs – chèvres, moutons, vaches – et les emmènent dans les pâturages l'été. Idyllique ? Pas vraiment. *« On est logés dans ce qu'on appelle des cabanes. Souvent, elles ne permettent pas de vivre dignement, le poêle est défaillant, il n'y a pas d'eau potable, pas d'isolation. Elles peuvent être minuscules »*, raconte Jeoffroy Moreaux, berger et militant au Syndicat des gardiens de troupeaux (SGT) CGT dans l'Isère, qui regroupe près d'un tiers de la profession localement.

À l'autre bout de la France, même constat pour Dominique Boucherel, salarié qui remplace les exploitants dans la production laitière lorsque ceux-ci sont absents ou empêchés.

« Il n'est pas rare qu'on n'ait pas d'endroit pour se changer, ni de toilettes. Pour les hommes, ça peut être acceptable, mais pour les femmes, c'est vite problématique », souffle celui qui est aussi vice-président chargé de la production agricole à la CFTC Agri.

Mais la triste médaille des pires conditions de travail revient sans doute aux travailleurs saisonniers étrangers, parfois sans papiers, exploités durant les récoltes ou les vendanges. *« On dormait à même le sol, qui n'était même pas en dur. C'était absolument dégueulasse. On nous a laissés là toute la nuit. Les toilettes étaient atroces, pas praticables parce que bouchées. Il n'y avait pas d'eau chaude ni d'eau potable, très peu d'électricité, pas de chauffage »*, raconte Mamadou, ouvrier agricole sans papiers durant les vendanges en Champagne (1). Lui et une soixantaine d'autres ont attaqué leur employeur pour traite d'êtres humains après un contrôle de l'inspection du travail.

Et tout cela, sans parler des revenus, souvent à peine au-dessus du Smic, avec des amplitudes horaires énormes du fait de dérogations permises par le code rural et des heures supplémentaires non prises en compte. *« Ils ont des dérogations prises au niveau régional avec des durées du travail totalement folles »*, souffle Léna (2), inspectrice du travail dans le secteur agricole. Elle donne un exemple : *« J'enquête actuellement sur un accident du travail mortel d'un ouvrier agricole décédé en décembre. Depuis septembre, il travaillait 66 heures par semaine ! »*

Des conditions de travail et de revenus qui expliquent, pour tous nos interlocuteurs, la difficulté des exploitants agricoles à trouver de la main-d'œuvre. Pourtant, c'est bien les représentants de ces mêmes exploitants qui participent à leur maintien. *« La FNSEA est majoritaire dans les chambres d'agriculture. Donc c'est avec eux que l'on négocie »*, explique le militant de la Fnaf-CGT cité précédemment, qui préfère rester anonyme pour ne pas rompre la maigre chance qu'il a de négocier des avancées sociales. Il poursuit : *« Ils ne veulent rien lâcher, que ce soit sur les salaires ou même sur l'amélioration des conditions de travail. Ils nous mettent en concurrence avec les travailleurs étrangers qui acceptent des salaires misérables pour tirer les rémunérations vers le bas. »*

/ Encore plus exposés aux risques sanitaires

Un son de cloche confirmé par Dominique Boucherel de la CFTC, présent dans les négociations nationales. *« Lors de la dernière séance, il a fallu plus de sept heures pour obtenir la prise en compte de la revalorisation du Smic du fait de l'inflation. C'est quand même un peu pitoyable. »* Pire, alors que la convention nationale avait pour but au moins d'unifier les conditions de travail tout en préservant certains acquis sociaux locaux, la FNSEA essaie de les remettre en cause. *« Le treizième mois ou la prise en compte de notre ancienneté, qui existe dans certains territoires, peuvent être remis en cause. On est vus comme des charges »*, regrette Dominique Boucherel.

Les « charges », les mêmes que celles dénoncées par la FNSEA et la Coordination rurale sur les blocages ? Pourtant, grâce à des contrats spécifiques, notamment sur le travail saisonnier, les bas salaires sont déjà exonérés de cotisations patronales. *« "Si on dépasse le Smic, on va payer des charges", voilà le discours qu'on nous rabâche »*, s'indigne José Blanco, secrétaire général de l'intersyndicat CGT du champagne, dans un secteur viticole très prospère.

Dans les Alpes, le Syndicat des gardiens de troupeaux a réalisé un clip de rap pour dénoncer leurs conditions de logement. *« Ça a ulcéré les fédérations départementales de la FNSEA (les FDSEA). Ils m'ont quasiment insulté, assurant que ce qui était dénoncé n'existait pas ! »* rit jaune le syndicaliste de la Fnaf-CGT en Rhône-Alpes.

Une forme d'invisibilisation de la réalité de leur travail que la mobilisation des agriculteurs a cruellement mise en évidence. Jamais, dans le débat public, il n'a été question de leurs conditions. Pire, Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, intervient comme l'interlocuteur principal du gouvernement. Autant dire qu'il n'y avait que peu de chances pour que cela aboutisse à des avancées sociales pour les ouvriers agricoles, au contraire.

Et ça n'a pas manqué. Totalement absents des mesures gouvernementales, les salariés agricoles pourraient même payer les conséquences de celles-ci, comme avec la mise en pause du plan Écophyto, qui visait à réduire l'usage des produits phytosanitaires. *« Dans les grandes exploitations, qui va balancer les produits phytosanitaires dans les champs ? C'est les salariés ! »* remarque José Blanco.

« La FNSEA nous met en concurrence avec les travailleurs étrangers pour tirer les salaires vers le bas. » Un militant Fnaf-CGT

/ Inverser la tendance ?

Dans un communiqué, la FNAF-CGT s'inquiète aussi des conséquences sociales des annonces de Gabriel Attal. *« Ce sont les salariés qui vont trinquer. Le régime pour les saisonniers dits "travailleurs occasionnels et demandeurs d'emploi" (Tode) est non seulement pérennisé, mais cette exonération des cotisations sociales est appliquée jusqu'à 1,25 fois le Smic. Ce qui aggrave la trappe à bas salaires, smicardise et précarise toujours plus le salariat agricole. S'ajoute la simplification du droit du travail, notamment des dérogations sur le temps de travail qui ouvrent à des semaines de 60 ou 70 heures, et conduisent à une détérioration des conditions de travail et de la santé des salariés. »*

Pour essayer d'inverser la tendance, le groupe communiste à l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi en décembre dernier, visant à *« garantir aux travailleurs saisonniers agricoles des conditions de travail et d'accueil dignes »*. Portée notamment par André Chassaigne, elle vise, entre autres, à améliorer la reconnaissance de ces métiers et à impliquer pénalement les donneurs d'ordre, qui se cachent souvent derrière une cascade de prestataires. À voir, désormais, si elle recevra un bon accueil dans l'Hémicycle. Ce dont on peut déjà se douter, c'est que les grands syndicats d'exploitants, FNSEA en tête, feront en sorte de batailler contre. Et trouveront toujours une bonne oreille du côté du gouvernement pour se faire entendre. ●

(1) Lire « On a été traités comme des esclaves ! », 6 décembre 2023, sur Politis.fr

(2) Les prénoms ont été modifiés.

16
Politis
08 fév 2024

« Ouvriers, paysans et mangeurs, ensemble »

La Confédération paysanne de Tours a organisé, le 1er février, une action festive pour dénoncer la spéculation sur les produits agricoles. PAULINE MIGEVANT

***«Tout est dur, alors la lutte doit être joyeuse »*, estime Gaëlle, apicultrice, membre de la Confédération paysanne de Tours.** Ce syndicat a organisé, jeudi 1er février, une mobilisation qui a réuni plus de 200 personnes et qui visait une entreprise de courtage agricole. Parmi les actions, une saynète avec un financier en train de pendre une paysanne. *« Pour symboliser la domination politique et financière »*, explique Gaëlle. Une scène suffisamment curieuse pour arrêter les passants, en plein centre-ville de Tours. *« Nous, on n'a pas de gros tracteurs, on n'est que des petits exploitants. Mais on s'est dit qu'il fallait qu'on occupe l'espace public*, explique l'apicultrice. *On est en colère, on a besoin de vivre de notre métier. On veut un revenu du travail et pas du capital. »* La mobilisation réunit des personnes diverses : cheminots, profs, gilets jaunes. *« Ouvriers, paysans et mangeurs, ensemble »*, résume Gaëlle.

Avant d'atteindre son but, le cortège est arrêté par des CRS. *« C'est le deux poids deux mesures*, estime Gaëlle. *Le mercredi, la FNSEA a été accompagnée par les CRS devant la préfecture, où ils ont balancé du purin. Nous, on n'a pas eu le droit de s'approcher. »* Le cortège n'a pourtant pas la préfecture pour destination. *« On entend beaucoup parler de la grande distribution, mais moins de la spéculation sur les produits agricoles, qui se fait sur le dos des agriculteurs »*, explique Gaëlle. Pour entrer dans le bâtiment de l'entreprise de courtage qu'ils ciblent, les manifestants se font passer pour des livreurs Chronopost, puis une dizaine de personnes montent à l'étage et s'emparent d'une chaise, symbolisant le pouvoir de la finance. D'autres apposent dans le hall des collages caricaturant la FNSEA.

De nouvelles mobilisations sont-elles à venir ? *« C'est ça le problème, en fait : on n'a plus le temps de participer à la vie de la cité*, regrette Gaëlle. *Après l'action, qui était super, on a dû bosser samedi et dimanche toute la journée pour compenser ce qu'on n'avait pas fait à la ferme. »* ●







YOAN JÄGER



Kaiet Barberarena au volant de son tracteur Fiat rouge, *« 50 chevaux, et autant d'années ».*

reportage

« L'agriculture paysanne, c'est ça qui nous sauve »

Au Pays basque, les petites fermes laitières ovines, dominantes, ont développé un modèle agricole bien plus résilient, face à la crise, que les grandes exploitations dépendantes des marchés.

TEXTE ET PHOTOS **PATRICK PIRO**

Il fait encore doux, en cette fin de journée. Aussi suggère-t-il que l'on discute dans le petit salon de jardin où trône un chevalet à griller la châtaigne. Kaiet Barberarena parle avec affection de son cheptel, 300 brebis laitières manex à tête rousse, huit vaches blondes d'Aquitaine, une vingtaine de porcs kintoa – uniquement des races locales –, ainsi que de son hectare de pommiers dont il offre le jus avec fierté. *« Il y a aussi du café, mais ça vient de beaucoup plus loin. »* Il tient également à montrer son tracteur. Kaiet Barberarena n'a rien d'un rouleur de mécaniques, bien au contraire. Son Fiat rouge lui fait office de manifeste. *« 50 chevaux, et autant d'années, il fonctionne très bien, je n'ai pas besoin de plus. »* Sa région d'Ilholdy, au cœur de la zone de production laitière ovine basque, concentre quelques-unes des plus grosses fermes de la filière. *« Les gars se payent des monstres de 100 chevaux, on se demande pour quel usage. Et ça gonfle la facture de gazole non routier* [GNR]*. Ici, on n'en consomme pas plus de 2 000 litres par an. »*

/ Une terre de petit élevage

Installé en Gaec (1) depuis 2021 avec son père, Kaiet Barberarena, 26 ans, est adepte de la prudence économique. Pour la viande de ses porcs, qu'il vend sous forme de spécialités charcutières, il a choisi de ne pas investir dans un laboratoire de transformation, mais d'en louer un, à la journée. *« S'équiper inconsidérément, c'est faire des dettes et tomber dans l'incitation à produire toujours plus pour les rembourser. L'argent que je gagne, c'est celui que je n'ai pas dépensé. »*

Les collines verdoyantes du Pays basque sont une terre de petit élevage, et la brebis y est reine. Taille moyenne des exploitations : 32 hectares. Une spécificité marquée, au point que le syndicat Euskal herriko Laborarien Batasuna (ELB), branche locale de la Confédération paysanne, en est le pôle national pour sa commission « petites fermes ». La moitié des paysan·nes basques sont affilié·es à ELB.

La crise sévit dans les exploitations, comme ailleurs. Paille, GNR, maïs pour l'alimentation animale, etc., le doublement des prix est une règle quasi générale. L'inflation a frappé, puis la sécheresse, et les revenus n'ont pas suivi. Au Pays basque, une personne active, dans la filière lait, touche en moyenne entre 0,4 et 0,5 Smic, tout en bas de la grille nationale. *« L'agriculture d'ici n'a rien à voir avec celle des grandes plaines céréalières qui focalisent l'attention de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs »*, appuie Iker Elosegi, coordinateur d'Euskal herriko Laborantza Ganbara (EHLG), service d'accompagnement des paysans du Pays basque.

À la ferme Elissalde Borba, sur les hauteurs de Jaxu, c'est la pleine période d'agnelage, en ce début février. Une brebis vient de mettre bas. Jenny Audy l'isole avec son petit dans une cellule où il va pouvoir calmement se *« mettre en route »* auprès des mamelles de sa mère. Première tétée, pose des boucles d'identification aux oreilles, enregistrement, paillage. *« Ces deux dernières années, on a tenu que parce qu'on avait de la trésorerie pour taper dedans,* commente l'éleveuse. *Heureusement qu'on était solide ! »* Quelque 250 brebis, pour le lait ou la viande, une vingtaine de cochons : l'économie de la ferme – où elle s'est installée depuis 2019 avec son compagnon Joakin Etcheverria – est tendue vers l'optimisation des ressources. La mécanisation est réduite à l'indispensable, la période de mise bas des agneaux n'est pas calée sur la période commerciale de Noël, comme classiquement, car les 26 hectares de prairie argileuse de l'exploitation ne fourniraient pas suffisamment d'herbe à cette époque. *« Le point fragile de* →



Peio Iriquin, éleveur à Itxassou, privilégie les races locales de brebis, de vaches et de cochons.

notre économie, ce sont les achats de rations animales, que nous tentons de limiter au mieux, explique-t-elle. *Pas de pesticides, pas question non plus de "forcer" les brebis, on attend qu'elles aient deux ans pour leur première mise bas. »* Le couple, membre d'ELB, mise sur des dispositifs collectifs. La transformation de la viande s'effectue au sein d'une coopérative où 35 fermes se partagent l'utilisation du local d'un ancien charcutier. Même esprit pour le lait, dont une partie est destinée à la fabrication d'ossau-iraty : c'est dans un saloir collectif que sont élaborées les meules de fromage. La spécialité basque bénéficie d'une appellation d'origine protégée (AOP) qui garantit sa qualité : brebis laitières de

« Je n'ambitionne pas de mourir riche, mais de vivre décemment. »

races locales, alimentées principalement par la pâture et sans OGM, période de traite limitée, transformation du lait de façon traditionnelle. *« Un cahier des charges exigeant, c'est très important pour la valorisation de notre travail »*, souligne Jenny Audy. Le couple commercialise 95 % de ses produits par la vente directe. *« C'est beaucoup de boulot, on a peu augmenté les prix pour ne pas perdre nos clients, mais on parvient à se rémunérer sans qu'il faille augmenter le troupeau ou bouffer le voisin. »* Directement visée, la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Ses subventions, qui assurent souvent l'essentiel du revenu des grands céréaliers, incitent, par leur mécanisme, à accroître les superficies exploitées et la taille des troupeaux. *« C'est un système pourri ! »*

Revenus trop faibles, concurrence abusive des importations favorisées par le libre-échange, *« la colère du monde agricole est légitime*, reconnaît sans détour Kaiet Barberarena. *Cependant, face à la crise, nous ne partageons pas les mêmes revendications que les syndicats agricoles dominants ».*

En particulier, la mise en pause *sine die* du plan national d'élimination des pesticides arrachée au gouvernement fait bondir Jenny Audy. *« Ce n'est pas Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, qui va s'exposer au glyphosate, mais ses salariés qui font les épandages sur ses 700 hectares de céréales. Quelle arnaque ! Ils ont convaincu les gens de sortir dans la rue pour réclamer un "revenu digne", mais finalement il s'agit encore et toujours d'accroître la production. Et au bout, pour quelle augmentation du revenu ? »* Car la course aux investissements génère plus de dettes, et une dépendance ainsi qu'une précarité accrue face au marché et aux banques.

/ Des choix collectifs forts

« Laissez-nous produire, arrêtez avec les normes, etc., ce n'est pas la première fois que les syndicats dominants nous font le coup de ce discours hyperpopuliste, relève Iker Elosegi à EHLG. *Cette nouvelle crise est révélatrice d'un système qui s'effondre. Et la FNSEA, qui dicte leur politique à tous les gouvernements successifs, en est largement comptable. »*

Peio Iriquin, éleveur à Itxassou, a lui aussi tourné le dos à cette fuite en avant. *« Je n'ambitionne pas de mourir riche, mais de vivre décemment de mon métier. »* À 31 ans, il est installé en Gaec avec son père sur la ferme familiale. Qualité, autonomie, diversification, circuits courts, il adhère pleinement aux lignes directrices d'ELB. *« Augmenter notre production ? Elle est déjà ajustée à ce que nos parcelles peuvent produire d'aliment pour les animaux. Pour faire plus, il faudrait acheter du fourrage, et dépendre des marchés. »*

Il travaille avec des races locales de brebis, de vaches et de cochons, ce qui lui donne accès aux signes de qualité tel que l'AOP ossau-iraty. Dans son attention au maintien de la biodiversité, il développe avec son père un troupeau de brebis manex à tête noire, variété montagnarde devenue rare, *« car les pâtures des hauteurs ont progressivement été délaissées »*. Il possède aussi plusieurs poneys pottok, race pyrénéenne rustique, et a même planté quelques pieds de cerisiers noirs, variété typique d'Itxassou qui a failli disparaître. *« Il y a soixante ans, les fermes faisaient un peu de tout. Nous cherchons à retrouver cette diversification qui leur assurait un bon équilibre. »*

L'agriculture, très présente au Pays basque, y a conservé un certain prestige, même dans les centres urbains, se félicitent les instances paysannes. *« Les critiques ciblant les monocultures ou la puanteur du lisier, ce n'est pas chez nous, et le taux de transmission des exploitations est plus important que la moyenne, ici*, relève Panpi Sainte-Marie, secrétaire général d'ELB. *Nous ne ressentons pas ce désespoir qui transpire ailleurs dans le milieu agricole. Nous nous appuyons sur des ressources locales, la société civile et des choix collectifs forts. »* Kaiet Barberarena insiste pour transmettre un peu de cet optimisme. *« Les reportages sur la crise, à la télévision, ça ne donne pas envie aux jeunes de s'installer en agriculture. Pourtant, nous avons des outils et un modèle qui permettent de s'en sortir. Ici, nous avons fait le choix d'une agriculture paysanne et durable, et c'est ça qui nous sauve. »* ●

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun.

Lire aussi « Le Béarn maintient la pression avant les négociations », par Marie-Pierre Vieu sur **Politis.fr**

À Tyr, le calvaire des déplacés du Sud-Liban

Les affrontements entre l'armée israélienne et le Hezbollah de part et d'autre de la frontière libanaise ont forcé 76 000 habitants du sud du pays à fuir la région. À Tyr, une grande ville côtière jusqu'ici préservée des bombardements, les déplacés désespèrent de retourner chez eux après quatre mois de combat. Les organisations humanitaires s'inquiètent d'une situation qui s'éternise.

TEXTE ET PHOTOS **HUGO LAUTISSIER** AU LIBAN

Son bébé est âgé de cinq mois, il n'a connu que la guerre. Sur son téléphone portable, Ali montre fièrement une photo du nourrisson avant d'enchaîner sur des paysages du Sud-Liban ravagés par des bombardements. *« Quand les bombes ont commencé à pleuvoir, on a tout quitté avec juste nos habits sur le dos »*, se souvient le jeune homme de 31 ans. Il a fui Dhaïra, son village natal du sud du pays *« avec vue sur la Palestine »*, dès le 8 octobre. *« Depuis, on n'a aucune nouvelle du village, tout le monde est parti. Je ne sais même pas si on a encore une maison ni si mon champ a été bombardé. Tout ce que je sais, c'est que mon petit est sain et sauf. »* Sous le soleil blafard de cette fin du mois de janvier, Ali attend son carton d'aide alimentaire devant une


Des enfants jouent dans une école transformée en centre d'accueil.


L'unité de gestion des catastrophes de la fédération des municipalités de Tyr pilote l'aide d'urgence à destination des déplacés.

école publique de Tyr, transformée en centre d'accueil pour les déplacés du Sud-Liban.

Comme lui, 1 500 personnes vivotent dans des petites salles humides et mal chauffées. Depuis que les affrontements ont commencé dans le sud du pays entre la milice chiite du Hezbollah, proche de l'Iran, et Israël, la grande majorité de la population locale a quitté les villages. L'Organisation internationale pour les migrations estime à près de 76 000 le nombre de personnes qui ont fui les combats, 25 000 d'entre elles ont trouvé un refuge provisoire dans la région de Tyr, la grande ville côtière du sud, jusqu'ici épargnée par les bombardements. *« La plupart des déplacés vivent chez des parents ou des amis. Seuls une minorité d'entre eux, ceux qui n'ont rien, sont accueillis dans les écoles »,* explique Hassan Hammoud, vice-président de l'unité de gestion des catastrophes de la fédération des municipalités de Tyr, qui gère les cinq abris de la ville.

Dans le quartier général de l'unité, une dizaine de volontaires s'activent autour d'une table où s'entassent téléphones et ordinateurs portables. *« Tout est tracé en temps réel. Si un matelas est envoyé par une ONG et réceptionné ici par un bénéficiaire, c'est inscrit »,* se félicite Hassan Hammoud, qui sait que les soupçons de détournement planent toujours au-dessus des institutions publiques libanaises. Au fond de la salle, un vaste écran indique le nombre de déplacés, leur catégorie d'âge ainsi qu'une carte des combats en cours dans le sud du pays. *« Au début, les gens qui ont fui étaient pour beaucoup des Libanais qui avaient leur résidence secondaire dans le sud. Ils n'y vivaient pas. Les déplacés qui arrivent aujourd'hui sont des travailleurs journaliers et des agriculteurs. Ils ont tout laissé derrière eux. Comment pourront-ils travailler ? Leurs animaux sont morts, leurs terrains ont été brûlés, certains au phosphore blanc. La priorité, c'est qu'ils soient sains et saufs, mais ce n'est que le début de leurs problèmes »,* anticipe Hassan Hammoud.

/ Revoir les oliviers

Dans l'école qui jouxte le centre d'accueil, des vêtements sèchent sur les rambardes et quelques enfants jouent au football dans la cour de récréation. Dans une petite salle, Mustapha, un fermier de 47 ans, fait défiler des photos sur son téléphone portable. Des souvenirs de jours heureux en famille, en compagnie de son chien et de ses quatre chevaux à Beit Lif, un village situé à quelques kilomètres de la frontière israélienne. Sur les photos suivantes, ils sont tous morts. *« L'un d'eux était un pur-sang,* explique-t-il en allumant une énième cigarette. *Le chien était très attaché à Ali. Il reconnaissait toujours ses pas dans les escaliers et accourait en jappant »,* ajoute-t-il en souriant tristement à son fils, âgé d'une dizaine d'années.

Mustapha, sa femme et leurs cinq enfants ont quitté Beit Lif il y a deux mois, quand les bombardements israéliens se sont intensifiés aux portes du village. Il y a quelques semaines, le fermier a profité d'une accalmie pour faire l'aller-retour chez lui et constater l'ampleur des dégâts. *« Un bombardement a touché notre maison et tué nos animaux. La ferme et les terrains agricoles ont aussi été atteints par des bombardements au phosphore. Il me faudra au moins dix ans avant de retrouver ma production d'avant-guerre »,* explique-t-il. Combien de temps cette situation durera-t-elle ? *« Un jour ou un an, qui sait ? »*

Dans la pièce voisine, séparée par une fine cloison qui laisse passer le moindre chuchotement, Hanna répond à la question posée à Mustapha. La quadragénaire a fui les combats avec sa mère, Nada, le 8 octobre dernier, au son des premiers bombardements. *« Au moins, nous sommes en sécurité pour l'instant, même si d'ici on entend parfois les bombardements et le son des avions israéliens qui survolent le Liban »,* explique-t-elle derrière ses grosses lunettes rondes en préparant un café.

> « Ma ferme a été bombardée. Il me faudra dix ans pour retrouver ma production d'avant-guerre. »

Sa mère, âgée, fait le compte des médicaments qu'il lui reste pour soulager ses problèmes cardiaques. La moindre visite à l'hôpital coûte 50 dollars, un tarif prohibitif pour cette famille de fermiers privée de travail depuis le mois d'octobre. Nada est loin d'affronter sa première guerre avec Israël. Elle a connu l'occupation israélienne au Sud-Liban entre 1978 et 2000 puis la guerre de 2006. Chaque fois, elle est retournée au village. *« La seule chose que je veux, c'est pouvoir rentrer chez moi, retrouver ma maison et mes oliviers. »*

/ Une situation humanitaire préoccupante

À la fédération des municipalités de Tyr, l'inquiétude est palpable. *« Au Liban, nous n'avons toujours compté que sur nous-mêmes, parce que le gouvernement, quand il y en a un, ne fait rien. Au sud, c'est encore pire, car les gens vivent constamment avec l'idée qu'ils peuvent être attaqués par Israël. Les premiers jours de leur arrivée, les déplacés ont pris leurs marques très vite parce qu'ils sont habitués à cette situation »,* développe Hassan Hammoud, qui s'inquiète aussi du manque de ressources allouées par les organisations humanitaires. *« Les besoins sont énormes et nous recevons très peu. Prenez l'exemple des matelas, il en faudrait 4 000 supplémentaires aujourd'hui. Pour quatre ou cinq personnes, on donne deux matelas et trois couvertures. »*

Dans un hangar attenant à l'école, des cartons circulent de main en main sous le regard d'Ali Salam, de l'ONG libanaise Nabaa. *« Chaque carton contient assez de vivres pour une famille de quatre ou cinq personnes pendant un mois »,* explique-t-il. L'aide est destinée aux déplacés qui ont trouvé refuge chez des amis ou de la famille. *« Ces gens passent sous les radars de la plupart des ONG. Pour eux aussi la situation est critique. Ce sont des fermiers pour la majorité d'entre eux et ils n'ont plus de moyens de subsistance depuis le début de la guerre. Leurs hôtes sont en difficulté aussi à cause de la crise économique et de l'inflation. »* Sur l'un des cartons, la date « novembre-février » est inscrite. *« Au-delà de cette date, nous n'avons pas de budget prévu. Si cette guerre dure, ce qui semble être le cas, nous ne serons plus en mesure d'aider les déplacés »,* regrette-t-il.

Son confrère de l'ONG Johanniter, Roy Abi Joude, ajoute : *« On ne peut pas se cacher derrière son petit doigt. L'aide des pays occidentaux est insuffisante parce qu'ils ne veulent pas afficher un soutien trop prononcé aux ennemis d'Israël. Les Libanais en payent le prix. »*

De nombreux observateurs avaient parié sur une guerre courte, comme en 2006. Le dernier affrontement entre le Hezbollah et Israël avait duré 33 jours et fait 1 300 morts côté libanais. Celle-ci dure depuis maintenant quatre mois et rien n'indique que les combats s'arrêteront avant une résolution du conflit à Gaza. Dans ses allocutions télévisées, le leader de la milice chiite, Hassan Nasrallah, qui évoque son implication dans le cadre d'un « front de soutien », a rappelé à plusieurs reprises que son objectif premier est la cessation des hostilités dans l'enclave palestinienne. Les heurts de chaque côté de la frontière restaient mesurés jusqu'à la fin de l'année dernière. Mais la frappe israélienne du 2 janvier dans la banlieue sud de Beyrouth (le fief du Hezbollah, qui n'avait pas été bombardé depuis 2006), qui a entraîné la mort du numéro 2 du bureau politique du Hamas, a ouvert la porte à une escalade du conflit.

« On s'attend à ce que de nouveaux déplacés de guerre arrivent, confirme Roy Abi Joude. *Tyr n'est qu'à une trentaine de kilomètres de la frontière. Si les combats s'intensifient, cette ville ne sera plus en sécurité. »* ●

on lâche rien

Les associations consultées

En France, 20 millions de bénévoles animent plus de 1,5 million d'associations, ce qui permet d'assurer le lien entre les citoyens. Mais le milieu associatif souffre de la baisse constante des subventions. Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) s'est saisi du sujet et a lancé une grande consultation, du 24 janvier au 14 février. L'idée : recueillir l'avis des responsables associatifs – hors organisations syndicales, professionnelles, confessionnelles et politiques – afin d'analyser les différents modèles économiques des associations et de présenter des préconisations en mai prochain.

Pour répondre à la consultation : www.lecese.fr/actualites/participez-



FIORA GARENZI / HANS LUCAS / AFP

Soutenir MaMaMa

Depuis sa création en 2020, l'association MaMaMa, qui prépare des colis contre la précarité infantile, menstruelle et féminine, a aidé plus de 100 000 femmes et leurs bébés. Menacée d'expulsion, l'association d'aide aux mères isolées avait jusqu'au 15 février pour trouver de nouveaux locaux et quitter ceux qu'elle occupait à Saint-Denis. Après des mois de recherche, un local a enfin été trouvé à Aubervilliers, trois fois plus grand que celui occupé actuellement.

Pour les aider : www.asso-mamama.fr

Soissons : non à l'usine de laine de roche

L'association Soissonnais en transition et le collectif Stop Rockwool poursuivent leur mobilisation contre le projet d'implantation d'une usine de laine de roche. Vendredi 9 février, ils organisent une conférence-débat intitulée « Risques industriels : leur dérégulation depuis 1976 », en présence de Thomas Le Roux, chargé de recherches au CNRS sur l'histoire environnementale, économique et sociale. À 20 h 30, salle Simone-Veil, à Soissons.

Entrée libre et gratuite (participation au chapeau).


NICOLAS TUCAT / AFP

La fin d'un non-droit pour les réfugiés

Dans une décision du 2 février, le Conseil d'État limite les refus d'entrée des migrants aux frontières. D'après l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé), depuis 2015, plus de 500 000 personnes se sont vu refuser l'entrée sur le territoire, notamment à la frontière avec l'Italie, sans contrôle juridictionnel. Avec cette décision, l'éloignement ne peut plus être immédiat. Si la portée de la décision, juridiquement complexe, est encore incertaine, Patrice Spinosi, avocat des associations ayant formé le recours, considère que ce texte marque *« la fin d'une forme de non-droit et une obligation pour l'administration d'entrer dans des schémas légaux »*.



CONSEIL DE LA SEMAINE

Le péril masculiniste

Le point de départ du travail mené par Pauline Ferrari se situe dans une salle de classe. Pourtant habituée à intervenir devant des collégiens, la journaliste est choquée par le nombre de remarques sexistes qu'elle y entend. Comment des jeunes garçons peuvent-ils construire un discours de haine à l'égard des femmes ? Dans un essai très documenté, elle enquête sur la popularité croissante de la mouvance masculiniste, un courant venu des États-Unis qui prône des discours anti-femmes, notamment sur les réseaux sociaux. Un livre glaçant qui fait écho aux statistiques du Haut Conseil à l'égalité : chez les hommes de 15 à 24 ans, les stéréotypes de genre et les discours sexistes se renforcent d'année en année.

***Formés à la haine des femmes*, Pauline Ferrari, JC Lattès, 20 euros.**

Le meilleur de la presse *INDÉPENDANTE*

La sélection de la semaine par le Portail des médias libres

- **Liberté d'avorter : que reste-t-il du Mlac ?** Lucile Ruault *La Déferlante*
  Tombé dans l'oubli après la dépénalisation de l'IVG en 1975, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception (Mlac) fait l'objet d'un regain d'intérêt du grand public.
- **Lure : les panneaux solaires qui mettent le feu à la montagne** Geoffrey Dirat *Blast*
  Dans les Alpes-de-Haute-Provence, la tension est à son comble entre l'État, la société Boralex et une partie de la population. En jeu, la centrale photovoltaïque que l'entreprise canadienne construit sur un site naturel « réserve de la biosphère ».
- **Faut-il vraiment faire des bébés pour relancer l'économie ?** Juliette Le Chevallier *Alternatives économiques*
  Le raisonnement d'Emmanuel Macron ne fait pas l'unanimité chez les économistes et les démographes.

NIKOS OIKONOMOU / ANADOLU / AFP



Actions pour le climat : ça bouge

Les militant·es pour le climat font beaucoup moins la une, mais ils et elles continuent d'agir. En Norvège, les associations Greenpeace et Natur Og Ungdom, la branche norvégienne des Amis de la Terre, ont intenté une action en justice contre l'État à propos de trois permis pétroliers et gaziers en mer du Nord. La justice a déclaré ces trois permis illégaux ! Aux Pays-Bas, une neuvième action d'Extinction Rebellion sur l'autoroute A12 à La Haye a eu lieu pour protester contre les subventions néerlandaises aux combustibles fossiles. Les forces de l'ordre ont annoncé l'arrestation d'un millier d'activistes. En Autriche, Lena Schilling, 23 ans, figure de proue du mouvement Fridays for Future en 2018, a été désignée tête de liste des Verts pour les élections européennes de juin.

ÉVÉNEMENT 17-18 FÉVRIER 7e ÉDITION DES RENCONTRES DU LIVRE ET DU CITOYEN



La section de la Ligue des droits de l'homme du pays royannais organise la 7e édition des Rencontres du livre et du citoyen à Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Maritime). Le fil rouge de cette année : « Environnement : trop tard pour être pessimiste ! ». Le samedi : une table ronde sur les migrations climatiques, une rencontre avec Dominique Bourg, une projection du film *La Rivière* en présence de Dominique Marchais, réalisateur. Le dimanche, discussion sur les luttes d'hier et d'aujourd'hui, rencontre avec le romancier Lionel Astruc et d'autres personnalités (journalistes, sociologues, scénaristes et dessinateurs de BD…)

Salle des fêtes, 31, rue du Logis-Vert, 17420 Saint-Palais-sur-Mer. site.ldh-france.org/ldhroyan

L'économie à contre-courant

JÉRÔME GLEIZES Université Paris Sorbonne Nord

L'agriculture sacrifiée

« Dans la sphère de l'agriculture, la grande industrie […] *fait disparaître le paysan et lui substitue le salarié.* […] *La production capitaliste* […] *détruit non seulement la santé physique des ouvriers urbains* […] *mais trouble encore la circulation matérielle entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements…* (1) »

150 ans plus tard, ces mots sont toujours autant d'actualité. L'écologie est devenue le bouc émissaire des gouvernements et de l'agro-industrie productiviste. L'accord entre le Premier ministre, Gabriel Attal, et le président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, est caricatural. Ce dernier est plus marqué par son diplôme d'école de commerce que par ses pratiques agricoles. Les hectares de céréales cultivées cachent sa présidence du leader français des huiles, le groupe Avril.

En 2022, 9,5 milliards d'euros d'aides agricoles ont été distribués à la France. Mais ces aides, premier pilier de la politique agricole commune (PAC), financent essentiellement les gros producteurs, créant des inégalités. Selon l'Insee, 18 % des paysans vivent en dessous du seuil de pauvreté pendant que, selon Mediapart, Arnaud Rousseau a perçu, rien que de la PAC, 173 441 euros d'aides en 2021. Sans compter que les revenus issus des participations dans les sociétés de l'agroalimentaire ne sont jamais inclus (2).

Depuis toujours, les organisations syndicales productivistes françaises, avec le soutien des politiques de droite comme de gauche, ont refusé d'orienter la PAC vers son deuxième pilier fondé sur le développement rural et ont défendu un modèle d'exportation qui épuise les sols, maltraite les animaux, intoxique les paysan·nes, les endettant jusqu'au suicide.

La seule voie raisonnable, défendue notamment par la Confédération paysanne, est celle de l'agroécologie, qui garantit une rémunération stable. L'agriculture est une composante essentielle des écosystèmes. Le modèle productiviste émet trop de gaz à effet de serre directement (méthane et CO_2) et indirectement par des transports inutiles. Il appauvrit les paysanneries vivrières au profit de la distribution et de l'agro-industrie. Selon le rapport 2022 de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, l'agriculture représente seulement un peu plus de 10 % de la valeur ajoutée, soit 6,90 euros sur 100 euros payés par le consommateur contre 10,40 euros pour les industries alimentaires.

Agriculture et écologie sont intrinsèquement liées. Il faut sortir du modèle productiviste pour celui basé sur le concept amérindien de « Suma Kasai » (bien vivre) qui a été incorporé dans les constitutions de l'Équateur et de la Bolivie. Les êtres humains ne sont ni hors, ni au-dessus des écosystèmes. Ils en sont une composante essentielle. Loin de sauver l'agriculture, la Macronie la sacrifie. ●

(1) Marx, *Le Capital*, 1867.
(2) « Arnaud Rousseau, un poids lourd de l'agrobusiness pour diriger la FNSEA », Amélie Poinssot, 27 mars 2023.

Qu'y avait-il dans les cahiers de doléances ?

Des chercheur·ses dépouillent les registres mis à la disposition des Français après les mobilisations des gilets jaunes. Des réflexions restées lettres mortes, mais qui mettent en lumière les attentes, espoirs et revendications de citoyens qui ne sont pas ceux que l'on entend le plus souvent. OLIVIER DOUBRE

Fin 2018, les gilets jaunes s'imposent sur le devant de la scène publique. Le 8 décembre, les rassemblements autour de l'Arc de triomphe, en haut des Champs-Élysées, dégénèrent, débordant policiers et CRS, déjà très agressifs, avec des graffitis sur le monument-symbole abritant la flamme du Soldat inconnu. Face aux forces de l'ordre, certains manifestants ravagent l'avenue Kléber, au cœur du très privilégié 16e arrondissement de Paris. Le lendemain, Emmanuel Macron rentre d'un voyage officiel en Australie et consacre sa matinée à sillonner l'avenue dévastée, Porsche et Bentley incendiées, vitrines de bijoutiers brisées. Ébahi, sinon apeuré, il décide de prendre la parole dès le lundi suivant. *« Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies sans que rien n'ait été changé ! »*, déclare-t-il un brin penaud. Et ajoutant *« ressentir comme juste la colère qui s'est exprimée »*, il dénonce la violence, *« le désordre et l'anarchie. »*

L'idée lumineuse des communicants du président pour répondre à la colère populaire sera d'organiser un « grand débat national » à partir de « cahiers de doléances » ouverts à tous. Mais il faut croire que, dès l'origine, cette brillante idée n'était pas destinée à produire des effets : les écrits recueillis ne devaient pas être sérieusement lus, encore moins analysés. Tout juste bons à être remisés dans quelques tiroirs ou boîtes à archives.

Par le biais de ces cahiers manuscrits, cette crise au sein de la société française permet l'expression de publics qui ne participent que trop rarement à des dispositifs de démocratie participative. Car les consultations citoyennes, comme celles organisées autour des conseils de quartier, recueillent le plus souvent les témoignages de publics en général urbains, éduqués, habitants de zones bien dotées en équipements. Ce n'est pas le cas de la majorité des citoyen·nes qui ont fait l'effort d'écrire dans ces registres début 2019. Près de 20 000 cahiers, contenant environ 200 000 contributions manuscrites, avec souvent des documents versés par leurs auteurs (bulletins de salaire, compte rendus médicaux, pièces personnelles, etc.), sont recueillis dans 16 500 mairies, soit près d'une commune française sur deux. En général, ils sont ensuite versés aux archives du département où ils ont été rédigés.

Plusieurs chercheur·ses se sont donc emparé·es de ce matériau inédit et précieux, au prisme de leur discipline spécifique. Linguistes, historiens et bien sûr politistes sont quelques-uns à s'être attelés au dépouillement – encore en cours – de ces cahiers, souvent par département. Ainsi, Simona Cerutti, spécialiste en histoire moderne (EHESS), a mené un travail d'analyse comparée entre ces documents et leurs lointains prédécesseurs, rédigés pour les États généraux de 1789, ses conclusions devant être publiées prochainement.

La linguiste Manon Pengam (université de Cergy-Paris) a exploré les cahiers du département de la Creuse et relevé le grand nombre des occurrences « nous » et « ici » qui traduisent un sentiment collectif d'éloignement, sinon d'abandon, associé à des stéréotypes d'hyperruralité. Mais aussi des thématiques récurrentes sur la question des retraites, bien trop faibles, et de l'accès aux soins ou aux transports.

Politiste à Sciences Po Bordeaux (centre Émile-Durkheim), Magali Della Sudda (1) a travaillé sur les cahiers d'une partie du département de la Gironde, en y associant des citoyen·nes et des gilets jaunes de la région, dans une démarche participative. Ce sont d'ailleurs des anciens gilets jaunes bordelais qui sont venus la solliciter, se demandant où avaient *« fini »* les écrits du « grand débat ». La chercheuse organise alors des réunions pour construire avec les participants une méthodologie rigoureuse.

La chercheuse souligne que ces cahiers ne sont pas ceux des seuls gilets jaunes, mais d'un public majoritairement rural, d'ouvriers et d'employés, de retraités, d'élus locaux, de petits patrons, d'artisans ou de militants de collectifs pour le droit à mourir dans la dignité, parfois d'anciens militants de la Manif pour tous. Le groupe de travail distingue alors trois grands thèmes de préoccupations. Le premier a trait à la justice sociale et territoriale : exprimant tous une forte demande de services publics, les rédacteurs se plaignent des inégalités et surtout de la quasi-disparition de ces services dans leurs territoires en matière de santé, d'énergie, d'éducation et de transports. Pour Della Sudda, *« s'exprime là ce qui avait été pressenti avec les accords du Gatt en 1999 : la mise en concurrence et le démantèlement des services publics »*.

Le deuxième thème renvoie à la question démocratique. Avec des propos *« désespérants »* en la matière, puisque les rédacteurs ont *« d'emblée conscience que le pouvoir "ne va rien faire" »* [de ces cahiers], alors qu'ils *« ont pris du temps, fait l'effort d'écrire, de joindre des documents personnels »*. Outre la dénonciation du mépris du *« monarque Macron »* ou des *« privilèges des puissants »*, les revendications portent ici sur la mise en place du référendum d'initiative populaire (RIC), l'amélioration des institutions démocratiques et le contrôle des élus.

Enfin, troisième grand ensemble : la justice vers une transition écologique. Avec des demandes unanimes

Les rédacteurs avaient d'emblée conscience que le pouvoir ne ferait rien de leurs écrits. Ici le 23 mars 2019 à Toulouse.



d'interdiction des pesticides, de protection de la santé des citoyen·nes et des agriculteurs eux-mêmes, doublées d'une forte critique du libre-échange, d'une demande d'interdiction de la malbouffe et de soutien à une agriculture qui fasse vivre dignement ses travailleurs. Avec un autre grand sujet : les transports, et une forte opposition à la LGV (la ligne à grande vitesse, prévue entre Bordeaux et Toulouse), construite selon eux seulement pour les riches et les Parisiens.

Il faut surtout noter que l'immigration et la sécurité sont quasi absentes de toutes ces doléances. La question migratoire apparaît bien parfois concernant l'Europe et la souveraineté, notamment avec le mécontentement sur les politiques agricoles dictées par Bruxelles. Certes, la Gironde n'est pas une terre où le RN est fortement implanté. Mais les attentes exprimées des populations apparaissent d'abord *« en phase avec les revendications des récents mouvements sociaux, en premier lieu celui contre la réforme des retraites »*. Toutefois, le plus inquiétant de cette consultation est le sentiment qu'ont ces personnes de n'être pas écoutées. Et Magali Della Sudda de souligner : *« Les gens n'y croient plus et s'abstiennent* [aux élections] *; ce qui ressort de ces textes est le sentiment d'être délaissés, avec la conviction que leurs écrits seront ignorés. »* Un dénigrement qui n'augure rien de bon. ●

(1) Dernier ouvrage publié : *Les Nouvelles Femmes de droite,* éd. Hors d'atteinte, Marseille, 2022.



ALAIN PITTON / NURPHOTO / AFP

NACIRA GUENIF Anthropologue, Paris-8 (Legs)

Junk politique

L'ère de la diversion et de la désertion s'impose, quoi qu'il en coûte. A-t-on jamais vu moment plus favorable aux positions inflexibles si ce n'est imbéciles face aux soubresauts du monde ? Les digues ont sauté et la lâcheté est de mise. Qu'il s'agisse des manifestations extrêmes du climat et de leurs ravages toujours plus grands, des déplacements de populations poussées par les dérangements du capitalocène jusqu'aux rives de l'Europe, ou du génocide contre les Palestinien·nes, en France le pouvoir regarde ailleurs. Un inventaire à la Prévert, même incomplet, sert de modeste balise pour naviguer à contre-courant de l'effondrement annoncé.

La loi sur l'immigration, dernière d'une longue litanie raciste, érige l'infamie en tactique politique. De la suppression de l'aide médicale d'État aux cautions demandées aux étudiant·es étranger·ères, tout aura été tenté. Face à la fascisation du champ politique, plus rien ne rassure. L'ordre réactionnaire, proclamé sur le ton martial du « réarmement », n'est en rien tempéré par les rares signaux d'apaisement. L'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian ou l'inscription dans la Constitution de la « liberté de recourir à l'avortement » agissent en trompe-l'œil et n'effacent pas la fragilisation du droit du sol et la préemption du ventre des femmes, deux enjeux intimement liés.

D'une part, la mémoire des Manouchian est l'otage d'un récit national qui s'accommode de – voire revendique – ses racines racistes jamais arrachées au lendemain des luttes antifascistes et anticoloniales. Hantée par sa matrice coloniale, la France rejette les nouveaux venus à la mer ou les voue au néant de la rue. Cette même matrice autorise à régir les corps des femmes, en proclamant de façon outrancière l'urgence nataliste alors que l'intégrité des personnes n'est toujours pas garantie.

D'autre part, c'est le même État raciste qui a salué durant des années un obscur fonctionnaire zélé comptant les mariages mixtes pour savoir quels seraient les ventres qui porteraient les Français de demain et s'assurer de leur conformité à l'identité nationale. Cette politique des ventres étrangers conduit en droite ligne au « réarmement démographique », aux enfants choisis, sur le modèle de l'immigration choisie. Pendant qu'ici il siérait qu'ils soient « de souche », en Kanaky, la mise en minorité démographique du peuple autochtone, toujours autorisé par les Nations unies à se prononcer sur sa décolonisation, s'affaire à assurer une immigration loyaliste. Protestant contre le langage obscène de la remigration ou du grand remplacement, les cortèges en Allemagne ont été dix fois plus nourris qu'en France. La division au sein de la gauche n'est pas pour rien dans ce rendez-vous manqué.

Autre rendez-vous délibérément manqué : les revendications du droit à disposer de son corps et à rester en vie, invoquées notamment par les personnes racisées, non-binaires, trans, les élèves en butte au harcèlement raciste ou homophobe, que les autorités clament protéger, ou encore par celleux qui luttent pour un avenir meilleur en traversant déserts et mers, et ne trouveront pas droit de cité dans la Constitution – la lâcheté politique en a décidé autrement.

Racisme, sexisme, voilà le parfait cocktail d'une junk politique armée pour dénier droit et dignité. ●



ALEXANDRE LE MOUROUX

Le livre est imprégné de la peur qui a saisi Justine Bo au moment de l'élection de Donald Trump en 2016.

littérature

« LE ROMAN EST UN FIL TENDU ENTRE LA POÉSIE ET LA PHILOSOPHIE »

Justine Bo

Dans *Eve Melville, cantique*, Justine Bo fait le portrait d'une femme qui se bat pour sauver la maison dans laquelle habitait son arrière-grand-père, esclave. Un chant qui réveille les stigmates de l'histoire des États-Unis. LUCAS SARAFIAN

EVE MELVILLE, CANTIQUE / Justine Bo / Grasset/ 216 pages, 20 euros

Et si l'histoire des États-Unis était une histoire de l'oppression ? Dans *Eve Melville, cantique*, Justine Bo fait le portrait de l'arrière-petite-fille de Solomon Melville, un homme né esclave dans l'État de Géorgie. Un matin, la maison voisine de celle qui appartenait à son arrière-grand-père a été repeinte en noir. Des promoteurs veulent la racheter. Eve Melville ne s'y résout pas. Pour elle, il faut se battre contre ce monde qui veut modifier le paysage dans lequel elle a vécu. Contre le capitalisme qui a remplacé l'oppression esclavagiste.

Le septième roman de Justine Bo ressemble à un chant. L'autrice livre une œuvre politique portée par une voix sensible et poétique. Inspiré de ce qu'elle a vécu aux États-Unis – elle a étudié le cinéma documentaire à New York et est restée quelques années dans le pays –, ce texte lui a demandé sept années d'écriture. En toile de fond, l'élection de Donald Trump en 2016. Tous les personnages voient ce moment comme un effondrement. Justine Bo aussi.

Quelle est la genèse de votre livre ?
C'est une scène que j'ai vécue. Un matin, je me suis réveillée et j'ai vu une maison peinte en noire à Brooklyn, dans le quartier de Bedford-Stuyvesant, où j'habitais. Dans ce coin gentrifié,

très tranquille, où toutes les maisons sont en briques rouges, quelqu'un a recouvert de noir la façade d'une maison sans que son propriétaire le veuille. C'était un geste symbolique : on isole esthétiquement une maison du quartier, une brèche s'ouvre. Tout le voisinage a vu cet acte comme une sorte d'avertissement. Je me suis dit que cette scène pouvait inspirer un texte. J'en ai immédiatement eu une lecture fictionnelle et poétique.

Vous écrivez un portrait très sensible d'Eve Melville, cette femme hantée par l'histoire de son arrière-grand-père, Solomon Melville, un homme né esclave qui a travaillé dans les plantations d'indigo à Palo Alto, en Géorgie, avant de fuir et de s'installer en homme libre à Brooklyn.

Cette maison dont la façade a été repeinte en noir est la demeure voisine de celle de la narratrice, une *brownstone* qui appartenait à Solomon Melville. Après cet acte, Eve Melville devient un personnage en colère. Elle entre en révolte, au sens camusien. Elle se bat pour que cette maison redevienne comme avant. Elle se bat contre les promoteurs qui veulent s'emparer de ce quartier. Elle se bat pour être reconnue par l'administration en tant que propriétaire de la maison qui appartenait à son arrière-grand-père. C'est son seul héritage et on veut le lui enlever. C'est comme si le système de domination qu'avait connu Solomon était toujours là.

Mais ce personnage est aussi complexe. D'un côté, Eve Melville est très présente : elle parle au mégaphone pour alerter le quartier et hurle aux promoteurs de partir. Elle est toujours en mouvement. De l'autre, elle ne dit rien sur elle, comme si elle voulait s'effacer en partie. Elle n'arrête pas de répéter qu'elle est « imparfaite » et porte tellement de stigmates : son histoire familiale mais aussi son homosexualité, d'où découle, selon elle, le fait de ne pas avoir d'enfant.

Ce personnage est inspiré de la femme qui était la propriétaire de la maison dans laquelle je vivais à Brooklyn. Elle était l'arrière-petite-fille d'un homme né esclave devenu policier à Brooklyn, comme Solomon Melville. Elle était héritière d'une histoire lourde à porter. Et, surtout, elle racontait sa vie en choisissant ses propres mots. Pour évoquer le sida, elle parlait d'un « bug », ce qui, en anglais, renvoie à la notion de problème, de dysfonctionnement, mais aussi à un petit insecte. Dans le roman, j'utilise le mot « parasite ». Sa langue, c'est aussi ce qui m'a touchée chez elle.

Pourquoi mêler la fiction et le réel ?

Je ne crois pas à l'existence d'une frontière entre réalité et fiction. Selon moi, la fiction commence dès que l'on veut raconter le réel par le langage. Donc les personnages de ce texte sont inspirés de personnes ayant existé. Par exemple, Peter Stephenson, le peintre, est une référence au photographe Peter Hujar, un contemporain de Robert Mapplethorpe. C'est un artiste qui m'a toujours intriguée, car la maladie est entrée par effraction dans son œuvre. Le réel passe au tamis de ma fiction.

Par ailleurs, j'ai un intérêt pour l'histoire. Avant d'écrire sur ce livre, je me suis documentée sur l'histoire de l'esclavage. Au sein de mon corpus de travail, une source a été très importante : le Federal Writers' Project. Après la crise américaine des années 1930, le gouvernement américain passe commande auprès de certains écrivains pour recueillir des témoignages d'anciens esclaves et de descendants d'esclaves. Même si cette démarche est problématique dans la mesure où elle visait à conforter la mythologie qui soutient que les États du Nord auraient « libéré » les esclaves américains, elle m'a donné accès à une source importante d'information sur la vie quotidienne des esclaves. Il y a des anecdotes très précises. Ces documents m'ont permis d'aller plus loin que les analyses historiques sur l'oppression esclavagiste. La grande histoire était individualisée. Cette force des détails raconte la cruauté des plantations et illustre le projet d'anéantissement qu'est l'esclavagisme.

« Pour moi, la fiction commence dès que l'on veut raconter le réel par le langage. »

Quels sont les rapports des personnages à leur identité ?

Ce qui rassemble mes personnages, c'est qu'ils refusent de se définir. Pour eux, l'identité est une notion figée qui ne renvoie à rien. C'est une coquille vide. Ils sont dans le mouvement. Eve Melville est héritière de l'histoire de Solomon Melville, un homme qui ne devait pas se retrouver esclave aux États-Unis. La narratrice, Eden Borde, est une Française qui est arrivée à Brooklyn. Mais mes personnages sont renvoyés à leur identité supposée. Le personnage de Saul Cicero n'est pas considéré comme mexicain par les Mexicains de Brooklyn et il n'est pas non plus considéré comme américain par les Américains. Tous mes personnages sont en conflit avec l'idée de l'identité.

Votre écriture pourrait être qualifiée de prose poétique. Vous jouez sur les répétitions, des voix se mélangent, le rythme ressemble à celui d'un chant. Comment avez-vous travaillé ce texte ?

J'ai beaucoup lu Antonin Artaud, Henri Michaux, Maurice Blanchot et Georges Bataille. La poésie est ma première nourriture littéraire. Selon moi, le roman est un fil tendu entre la poésie et la philosophie. Raconter une histoire, ce n'est pas intéressant. Sur la question de l'esclavage, il est possible d'écrire un livre d'un millier de pages. Mais, plutôt que m'intéresser à des enjeux scénaristiques, je préfère écrire des motifs, comme cette maison repeinte soudainement en noir.

Ce qui m'importe surtout, c'est d'écrire la manière dont mes personnages traversent des espaces, ce qu'ils sont vraiment, ce qu'ils ressentent. Avec une voix plus poétique, l'histoire transpire par les mots. Mon enjeu d'écriture, c'est de faire vivre une langue. Je voulais installer une sorte de scansion, un cantique, un chant que pourraient porter mes personnages. La voix poétique, c'est ce qui me préoccupe d'abord. Le reste devient presque anecdotique. La question n'est donc plus quelle histoire le lecteur est en train d'apprendre mais comment il la ressent.

En toile de fond de votre roman, vous racontez la vie politique états-unienne. Pourquoi vos personnages sont-ils autant traversés par l'élection de Donald Trump en 2016 ?

J'ai suivi des études de science politique. Je me suis toujours intéressée à la philosophie politique et aux grandes idées qui devraient dicter le débat, même si ce n'est pas ce qui semble intéresser nos dirigeants. Mais je me souviens surtout de la peur que j'ai ressentie le jour de l'élection de Donald Trump en 2016. C'était le fascisme. Il était inévitable que ce sentiment de peur soit présent dans le livre. Et les débuts de sa politique ont montré qu'il reconstruisait l'oppression que les États-Unis avaient déjà connue. En 2017, Trump signe le « Muslim ban » qui interdit aux réfugiés et aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane d'entrer aux États-Unis. Entre l'esclavagisme et sa politique, le motif cyclique de la domination d'un système reprenait. ●


PIERRE GONDARD

Un peu de rêve DANS LE CAUCHEMAR AMÉRICAIN

THÉÂTRE

QUI A BESOIN DU CIEL / Jusqu'au 10 février, Centquatre-Paris, Paris (19e)

Avec Tommy Milliot et son impeccable distribution, le Kentucky de *Qui a besoin du ciel* de l'Américaine Naomi Wallace devient une puissante caisse de résonance des misères du monde. Et des luttes pour en venir à bout.

Attachée sur la chaise où elle semble assise de toute éternité, la comédienne Catherine Vinatier ouvre *Qui a besoin du ciel* sur une image cinématographique. On pense prise d'otage, hold-up, cambriolage. Mais Naomi Wallace, l'autrice états-unienne de cette pièce mise en scène par Tommy Milliot – tout juste nommé à la tête du centre dramatique national de Besançon Franche-Comté –, ne reprend au théâtre un motif récurrent au cinéma que pour le détourner. Si elle convoque une représentation habituelle, voire figée de la violence, c'est pour se faufiler derrière et poursuivre sa cartographie sensible des injustices sociales et politiques aux États-Unis.

Les premiers échanges entre la blanche Wilda Spurlock (Catherine Vinatier) et sa voisine noire Annette Patterson (Marie-Sohna Condé), guide au parc national du coin – la couleur de peau est importante dans les relations entre les membres de la petite communauté en jeu –, renversent le cliché liminaire avec l'humour que Naomi Wallace aime à mêler au désespoir. Après que l'une a fini de débiter de sa voix tremblante quelques mantras inspirés d'un livre de développement personnel, du type *« c'est moi qui décide. Je suis en sécurité dans l'univers »*, l'autre traverse le plateau en tenue de jardinière et vient causer potager.

Lorsqu'elle annonce que *« la taupe est revenue »*, ce n'est donc pas d'espion que parle Annette, mais d'animal jugé nuisible. Avec cette réplique, Naomi Wallace révèle une partie de son jeu sur les représentations. Marie-Sohna Condé, habile à faire poindre la fragilité de son Annette derrière ses développements intarissables sur les grottes qu'elle fait visiter avant d'être démise de sa fonction, est tout au service de cette écriture malicieuse et humaniste autant que tragique. Elle et Catherine Vinatier, dont on comprend vite que le personnage s'est attaché lui-même pour décrocher des médicaments avec lesquels l'assomme son médecin, sont les cheffes de file d'une belle distribution très finement dirigée. Les neuf comédiens du spectacle savent y faire avec un verbe qui ne se laisse pas facilement attraper parce que mêlant toujours onirique et concret, trivial même en certaines occasions.

La décision de Wilda, qui mobilise tout son entourage, est celle d'un Phénix. C'est aussi celle de la dernière chance. Naomi Wallace nous surprend à chaque étape de la tentative de son héroïne d'extorquer de l'argent au PDG de Kentucky Aluminium, cause de bien des malheurs de toute la société que fait vivre *Qui a besoin du ciel*. Grâce à sa précision et à son minimalisme, la mise en scène de Tommy Milliot fait de ce cauchemar américain le nôtre. Sans en oublier les lumières. ● ANAÏS HELUIN

www.104.fr / Également du 3 au 6 avril à La Criée, Marseille (13)

Une bête DE CINÉMA

CINÉMA

LA BÊTE / Bertrand Bonello / 2 h 26

Librement inspiré d'un célèbre roman d'Henry James, le film de Bertrand Bonello imagine une époque où l'on doit se couper de ses sentiments.

Le présent du film se déroule en 2044. Pour obtenir un emploi à la mesure de sa qualification, Gabrielle (Léa Seydoux) doit se défaire de ses affects. Pour cela, il lui faut remonter dans le temps et revivre ses vies antérieures afin de « nettoyer » son ADN. On la retrouve ainsi en 1910 et en 2014.

Tel est l'axe scénaristique du film de Bertrand Bonello. Une œuvre d'anticipation dont l'intrigue accentue certwains traits de notre époque où, déjà, l'expression des émotions, dans certaines circonstances, comme celle qui exige d'être « performant », paraît inopportune.

Le réalisateur de *L'Apollonide* (2011) aime s'engager sur des terrains qu'il n'a pas encore explorés. La dystopie qu'il propose ici n'a aucun clinquant technologique. Le Paris de 2044 est froid, désincarné, on peut y croiser un loup dans une rue. Gabrielle s'entretient avec des voix sans corps ; la seule « personne » qu'elle côtoie est une poupée grandeur nature (interprétée par Guslagie Malanda, l'actrice de *Saint-Omer*) – la poupée est une figure qui traverse les trois époques : métaphore d'une humanité réifiée ?

Inversement à ce qui se passe dans le roman d'Henry James, *La Bête dans la jungle*, dont le film est librement inspiré, ce n'est pas un homme mais une femme – Gabrielle, donc – qui est persuadée qu'un destin lui est réservé, se matérialisant sous la forme d'une « bête ». Féroce, sans aucun doute, mais ce n'est pas un loup. L'amour est ce que redoute le plus Gabrielle. Que ce soit en 1910 ou en 2014, elle éprouve en effet une attirance pour un homme, Louis (George MacKay), mais la peur d'être happée par un sentiment trop fort – « la bête » – la retient. Succombera-t-elle, pour autant, à la tentation de se délivrer de tous ses sentiments ?

Le fil complexe du récit et de la mise en scène – l'épisode de 1910 est saisissant, celui de 2014 moins évident – se double d'une autre source d'intérêt, qui est le point culminant du film : *La Bête* est en effet un passionnant documentaire sur Léa Seydoux comédienne – une bête de cinéma. De ce point de vue, il forme comme une suite à *France*, de Bruno Dumont (lire *Politis* n° 1668, du 25 août 2021), où l'actrice était sidérante. Il en va de même ici, où elle affirme dans chaque plan une présence impressionnante. Bertrand Bonello sait aussi parfaitement la filmer. ● CHRISTOPHE KANTCHEFF




AGATHA KUBIS

Jeu tragique
AUX FRONTIÈRES

CINÉMA

GREEN BORDER / Agnieszka Holland / 2 h 26

Dans *Green Border*, Agnieszka Holland montre crûment le sort des exilés qui se sont retrouvés pris au piège entre la Biélorussie et la Pologne.

Plusieurs des films d'Agnieszka Holland évoquent des époques tragiques avec des personnages en butte aux meurtres d'envergure : *Europa Europa* (1990) et *Sous la ville* (2011) ont pour cadre la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement la persécution des juifs, *L'Ombre de Staline* (2019) raconte la famine organisée en Ukraine dans les années 1930.

Green Border est de cette veine, à ceci près que le film nous parle d'aujourd'hui. Un signe de la nécessité pour la cinéaste de le réaliser, d'autant que son tournage a eu lieu presque en temps réel : durant l'hiver 2022-2023, alors que l'intrigue s'ancre en 2021.

Une famille syrienne composée d'un couple, de ses trois enfants et du grand-père, ayant tout perdu dans son pays et fuyant la guerre, s'apprête à débarquer par avion en Biélorussie. De là, elle compte gagner la Pologne puis la Suède pour rejoindre un des siens établi là-bas, qui a supervisé et financé le périple. Le spectateur sait que les choses risquent de ne pas être aussi simples – la presse a amplement décrit le sort qui attendait ces réfugiés, l'État bélarusse les utilisant cyniquement pour semer la confusion aux confins de l'Union européenne.

Les ennuis commencent très vite, dès le premier barrage tenu par des militaires bélarusses, qui extorquent des pots-de-vin aux exilés et les poussent violemment derrière des barbelés en territoire polonais. Seraient-ils hors de danger ? Leur soulagement est de courte durée. Le piège se referme sur eux avec l'arrivée des gardes-frontières polonais, qui ont pour mission de renvoyer ces « touristes » – c'est le terme qu'ils utilisent entre eux – en Bélarus. Une situation kafkaïenne d'indésirables de part et d'autre, dont ils ne peuvent littéralement pas sortir, en proie aux chasses à l'homme et à une déshumanisation toujours accrue.

Agnieszka Holland s'est beaucoup documentée pour décrire avec précision ce que les migrants ont subi. *Green Border* a ainsi un aspect documentaire, renforcé par le noir et blanc utilisé. La cinéaste est partisane de montrer plutôt que de suggérer, y compris des événements choquants. Elle le fait ici sèchement, sobrement. On ne cachera pas que quelques scènes sont dures. Mais Agnieszka Holland donne une réalité très concrète à ce qui reste trop souvent abstrait sous forme de chiffres ou de brèves journalistiques sur des exilés « coincés » aux frontières.

Polonaise elle-même, la réalisatrice dénonce la légalisation de la violence par le régime nationaliste et réactionnaire qui était alors au pouvoir en Pologne et a été défait dans les urnes à l'automne 2023. Pouvoir qui ne s'y était pas trompé puisqu'il avait lancé une campagne féroce contre le film après sa présentation à Venise, où il a été primé.

De la même situation, le film donne à voir des points de vue différents, dont celui des gardes-frontières polonais, radicalisés par leur hiérarchie. En suivant l'un d'eux, on comprend comment le principe d'obéissance et l'aspiration à une vie tranquille peuvent conduire aux actes les plus vils. Mais la tranquillité de l'esprit n'est pas donnée une fois pour toutes et peut céder aux assauts de la conscience. La cinéaste a ainsi fait le choix d'un personnage qui s'humanise, rappelant que la banalité du mal (dont il était question dans ces pages la semaine dernière à propos de *La Zone d'intérêt*, de Jonathan Glazer) n'est pas inéluctable.

Le dernier point de vue qu'adopte le film est celui des militants venant en aide aux exilés. Plutôt qu'à leur grandeur d'âme ou à leur courage, on s'intéresse aux contraintes qui pèsent sur leur action et donc aux limites de celle-ci. Le pouvoir les a criminalisés. C'est en sortant des clous, en prenant de sérieux risques, qu'ils peuvent sauver des vies. *Green Border* offre aussi une réflexion sur l'engagement, qui n'est réel que lorsqu'on s'expose vraiment.

Voici donc un film âpre, prenant, mais qui ne met jamais mal à l'aise par un trop-plein d'émotions ou de spectacularisation. Il interroge sur notre humanité et sur le racisme d'État jusqu'à ses dernières images, troublantes. ● CHRISTOPHE KANTCHEFF

CAROLE BETHEL

Mots croisés

PAR JEAN-FRANÇOIS DEMAY

Grille n° 697

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2					■				
3			■				■		
4									
5				■					
6			■			■		■	
7									
8		■							
9					■				
10									
11									

HORIZONTAL

1. Énervantes dès le matin. 2. Terre allemande du fossile. Boîte interdite aux mineurs. 3. On y choisit souvent la reconduction. Au bout du doigt. Groupe chez les LGBTQI. 4. Plante aquatique qui ressemble à un oiseau. 5. Petit radis scandinave. N'est pas à l'aise (se). 6. Élément du fluor. A moins besoin de code. 7. Ça ne bouge pas chez Lévi-Strauss. 8. Décorer à l'ancienne. 9. Un perroquet chez les wallabys. Racla. 10. Grenouille qui meugle. 11. Bourdonnement interne.

VERTICAL

I. Petit canon qui fut anar puis facho. II. Habitant de Lisieux ou de Deauville. Certes. III. Lettres d'un ex. Personnel. Dragon qui existe. IV. Semeuse de zizanie. Olivier chez POL. V. Pin arol. Cible des agriculteurs. VI. Saper. Œuvre de Boulez. VII. Erbium. Tige arrachée. VIII. Glissai un œil. Villepin pour Bernadette. IX. Retenant sans accord.

SOLUTIONS DE LA GRILLE N° 696

1. Prélavant
2. Ré. ENA. Ai
3. Enjuguait
4. Seule. TVA
5. Igné. Coen
6. Documente
7. Éco. Unies
8. Ni. Jèse
9. Ceausescu
10. Ensile. SE
11. Stanislas

I. Présidences
II. Renégocient
III. Junco. Asa
IV. Leu leu. Juin
V. Ange. Muesli
VI. Vau. Censées
VII. Atonies
VIII. Naïveté. CSA
IX. Titanesques

Couverture Yann Avril / Biosphoto / AFP
Conception Vanessa Martineau
Conception graphique et logo Loïc Cimelière / Elypss
Président, directeur de la publication François Longérinas
Directrice Agnès Rousseaux
Rédacteur en chef Pierre Jacquemain
Rédacteurs en chef adjoints Christophe Kantcheff, Michel Soudais (web)
Éditorialiste Denis Sieffert
Rédaction Hugo Boursier, Vanina Delmas, Tristan Dereuddre, Olivier Doubre, Pierre Jequier-Zalc, Pauline Migevant, Patrick Piro, Maxime Sirvins.
Stagiaires : Luna Guttierez,
SGR Pascale Bonnardel

Directrice artistique Vanessa Martineau
Rédactrice graphiste Louise Lebert
Correction, secrétariat de rédaction Marie-Édith Alouf, Olivier Lannuzel, Jérôme Latta
Développement Arthur Lacour, Carole Rouaud
Éditeur web Guillaume Deleurence
Community manager Salomé Dionisi
Administration-comptabilité Monique Hendrickx

Politis
2, imp. Delaunay • 75011 Paris
01 55 25 86 86
redaction@politis.fr • politis.fr

Service Abonnement
12, rue du Cap-Vert - 21800 Quetigny
03 80 48 95 36 - abonnement@politis.fr
Fondateur Bernard Langlois
Politis est édité par Politis, société par actions simplifiée au capital de 375 238 €
Conseil distribution-diffusion KD • 01 42 46 02 20 • kdpresse.com
La distribution de Politis est opérée par MLP
Commission paritaire 0127C88695
ISSN 1290-5550
Impression Rivet Presse Édition
BP 1977 • 87022 Limoges Cedex 9
Papier certifié
IMPRIM'VERT
PEFC

carte blanche à Mariam

Depuis les années 2000, la population de la Géorgie est touchée de plein fouet par une crise de surendettement. Faute d'aides de l'État et dans l'incapacité de rembourser des prêts aux taux d'intérêt exorbitants, de plus en plus de familles sont expulsées de leur logement. Pour lutter contre l'hégémonie du capital financier privé, Mariam, Géorgienne de 29 ans, raconte la solidarité à toute épreuve qui s'est mise en place.

Nous tentons d'empêcher les expulsions de nos voisins

Je m'appelle Mariam et je viens de Géorgie. Là-bas, les banques mettent en place des taux « rapaces » sur les demandes de prêt. La plupart des familles sont dans des situations économiques d'extrême fragilité qui les force à contracter un crédit auprès des banques et des usuriers. Elles se retrouvent à rembourser une plus-value de trois à quatre fois le montant initial du prêt. Leur logement est mis en hypothèque comme garantie. Comme elles sont dans l'incapacité de payer, leur bien est saisi et elles se retrouvent à la rue. Depuis 2022, 2 000 expulsions ont été programmées par le bureau des exécutions. Les usuriers et les banques mettent en place un système de crédit hypothécaire pour extorquer les biens dans un contexte d'explosion des coûts de l'immobilier. C'est plus que de la simple garantie. Ils refusent toute alternative de remboursement, comme les renégociations ou l'étalement des prêts. Les habitations saisies sont mises aux enchères pour être vendues cinq fois moins cher que la valeur du prix d'achat. Le sombre constat est que les logements sont revendus à des tarifs dérisoires alors que des familles ont été mises dehors à cause du taux d'intérêt élevé.

Ces pratiques sont encouragées par l'État, qui ne met aucune politique en place pour protéger les emprunteurs. Le pays est gouverné par les élites financières et l'hégémonie du capital privé fait que les riches s'enrichissent de plus en plus au détriment des classes populaires.

En raison de l'absence de protection publique, c'est la solidarité populaire qui compte. Des mobilisations s'auto-organisent pour résister aux expulsions par la police d'exécution. Depuis plusieurs années, des militants et des voisins s'interposent physiquement pour protéger les maisons. Les expulsions sont retardées pendant un temps mais, très vite, elles reprennent.

Il y a deux semaines, trois expulsions ont eu lieu dans la capitale, Tbilissi. Le 23 janvier, une première maison allait être saisie alors que la famille avait déjà remboursé l'équivalent de près de 84 000 euros sur un prêt initial d'un montant équivalant à 18 628 euros. Nous avions besoin d'une mobilisation populaire. Des appels massifs ont été lancés, et ils ont été entendus. Les agents d'exécution étaient plus nombreux qu'à l'accoutumée. Accompagnés par la police nationale et la police criminelle, ils sont intervenus de manière abusive et ont mis beaucoup de moyens pour parvenir à leur fin : l'expulsion ferme et définitive. Nous avons fait tout notre possible pour bloquer l'entrée, plusieurs heures, jusqu'à ce que nous soyons balayés de façon extrêmement violente. Ils ont défoncé la porte, sont entrés et nous ont trouvés assis à l'intérieur, résistant passivement, mais ont quand même réussi à extraire les personnes présentes en les tirant sur le sol. D'autres ont été jetées dans les escaliers et par terre. Plusieurs coups ont été donnés sur les corps résistants.

Finalement, la famille a été expulsée et vingt personnes ont été arrêtées. Deux d'entre elles ont été mises en détention provisoire puis libérées, le 3 février, contre une caution de 2 000 euros. Elles risquent une peine de prison de trois à six ans. Mon frère et moi faisons partie des 18 autres. Nous sommes redevables, chacun, de 700 euros. Au total, le soutien et l'autodéfense populaire nous coûtent plus cher que la maison, qui a été rachetée 6 000 euros aux enchères par Rico Crédit.

Nous ressentons beaucoup de colère, et de plus en plus de gens nous rejoignent. Cette affaire commune est partagée à l'échelle nationale. Il est important de montrer que nous n'allons pas laisser passer ça. Nous voulons maintenir un rapport de force. Dimanche 4 février, nous avons organisé une marche et un concert de soutien. Dans les villes de Zugdidi et Kutaisi, des rassemblements ont demandé la libération des deux camarades. D'autres événements sont prévus dans les semaines qui viennent.

La répression est une réponse pour criminaliser et étouffer la solidarité et la contestation populaire. Nous avons mis en ligne des caisses de soutien pour récolter de l'argent. Le système de surendettement, que l'État laisse perdurer, est un moyen d'asservissement qui force les gens à se faire exploiter et à s'auto-exploiter. Ils se retrouvent dans des situations où ils sont obligés de travailler plus pour rembourser leurs dettes. Il est important pour nous de ne pas être seulement en position de défense, mais aussi de maintenir le rapport de force et de continuer le combat contre l'hégémonie du capital privé. ●

VOUS AVEZ ENVIE D'ÉCRIRE UNE CARTE BLANCHE SUR VOTRE HISTOIRE, VOTRE LUTTE, L'UNE DE VOS PROBLÉMATIQUES ? ENVOYEZ-NOUS UNE COURTE PRÉSENTATION DU SUJET, AVEC VOS COORDONNÉES, À JEQUIERZALC@POLITIS.FR

ABONNEZ-VOUS À *DROITS & LIBERTÉS* ET SOUTENEZ LA REVUE DE LA LDH !



LA REVUE TRIMESTRIELLE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, *Droits & Libertés,* alimente, en **UNE SOIXANTAINE DE PAGES,** le débat citoyen sur de grands thèmes d'actualité ayant des implications politiques et sociales pour les droits de l'Homme. Les articles publiés sont rédigés par des spécialistes (universitaires, juristes, acteurs de la société civile ou militants) des domaines abordés.





L'ABONNEMENT ANNUEL (64 PAGES, 4 NUMÉROS, PORT INCLUS) À 25 € SEULEMENT !

POUR SE PROCURER UN NUMÉRO
https://boutique.ldh-france.org/13-droits-libertes
Profitez de l'offre à moitié prix sur les anciens numéros !

POUR S'ABONNER (TARIF PUBLIC)
https://www.jedonneenligne.org/ldh/ABOHL

POUR DÉCOUVRIR LA REVUE : www.ldh-france.org/sujet/revue-droits-et-libertes

---



Ligue des droits de l'Homme, 138, rue Marcadet, 75018 Paris
01 56 55 51 00 – www.ldh-france.org